

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 375

15 mars 2007

### SOMMAIRE

Activest - Aktien - Australien .....	17999	Lycene Holding S.A. ....	17962
Activest Lux EuropeWinner Control 10/2007 .....	18000	Morote Holding S.A. ....	17963
Activest TotalReturn Wachstum .....	18000	NobisLux Sicav .....	17968
Allianz Global Investors Trends .....	17972	Nobispar .....	17968
Ariaco Investment S.A. ....	17963	Orissa Finance .....	17971
Arona Invest S.A. ....	17964	Partimage S.A. ....	17963
Baldi Holding SA .....	17955	"Praetor Global Fund" .....	17964
Basil Finance S.A. ....	17967	Private Label S.A. ....	17970
Breitfeld Teilhabergesellschaft AG .....	17958	Ras Lux Fund .....	17999
Cellex Chemie A.G. ....	17957	Ruco S.A. ....	17960
Citi Sicav .....	17969	Saint Eugène SA .....	17972
DekaBank Deutsche Girozentrale Succur- sale de Luxembourg .....	17999	Santorini S.A. ....	17958
Elliott-Automation Continental Holding S.A. ....	17970	Sarubert S.A Holding .....	17958
Eparlux Finance Holding S.A. ....	17954	Smartcap Funds .....	17961
Erдан Holding S.A. ....	17967	Société de Participations Financières Ma- ruh S.A. ....	17960
Eurydice Holding S.A. ....	17954	Southern Participations S.A. ....	17960
Finance Immobilière Holding .....	17955	Stuart Establishment S.A. ....	17957
Foyer S.A. ....	17965	Surface Holding S.A. ....	17971
G.E. Chemical Company S.A. ....	17955	Swiss Vermögensmanagement .....	18000
GED S.A. ....	17956	Sylva Finance S.A. ....	17971
Guanyin Holding S.A. ....	17964	Teramo Holding S.A. ....	17961
Harmony Fund .....	17956	The Genesis Emerging Markets Invest- ment Company .....	17991
Herma Holding S.A. ....	17959	Traveling Holding S.A. ....	17959
Holding Financière M.K. S.A. ....	17972	Tung Luxembourg Holding S.A. ....	17961
Initi International Holding S.A. ....	17962	Valcade Holding S.A. ....	17968
Intergrroupe S.A. ....	17954	Wardim S.A. ....	17957
Kapitalfonds L.K. ....	17999	West Fields Consolidated S.A. ....	17962

**Eurydice Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 82.781.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 4 avril 2007 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021770/10/19.

---

**Intergroupe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 84.565.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 4 avril 2007 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021771/10/19.

---

**Eparlux Finance Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 71.240.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 4 avril 2007 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021772/45/17.

---

**G.E. Chemical Company S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2132 Luxembourg, 12, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 105.001.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le 3 avril 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021773/788/16.

---

**Baldi Holding SA, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 60.259.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 15.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021775/29/21.

---

**Finance Immobilière Holding, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 17.944.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mardi 10 avril 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021786/755/18.

---

**Harmony Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.871.

Les Actionnaires sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

des actionnaires qui se tiendra le 2 avril 2007 à 10.00 heures, au siège social de la Société, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- I. Entendre et approuver les rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 2006.
- II. Discuter et approuver les comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2006.
- III. Décider de l'affectation des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.
- IV. Ratifier la cooptation de M. Laurent Joly en tant qu'administrateur, en remplacement de M. Albert Le Dirac'h, administrateur démissionnaire le 1<sup>er</sup> novembre 2006.
- V. Donner quitus aux Administrateurs pour l'exercice clos au 31 décembre 2006.
- VI. Réélire les Administrateurs et le Réviseur d'Entreprises.
- VII. Divers.

Selon l'article 14 des Statuts coordonnés de la société et conformément à la Loi du 10 août 1915, chaque actionnaire de chaque compartiment et de chaque classe d'action peut décider séparément de l'affectation des résultats.

Si pour un compartiment donné ou pour une classe d'action donnée aucun actionnaire n'est présent, l'Assemblée Générale décidera de l'affectation des résultats pour ce compartiment ou pour cette classe d'action.

Les décisions de l'Assemblée Générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque action entière donne droit à une voix. Les procurations laissées en blanc ou nulles ne seront pas prises en compte pour le calcul des voix exprimées.

**Modalités d'admission à l'assemblée générale annuelle des actionnaires**

Les actionnaires seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la Société, à son siège (16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / administration «Harmony Fund» - EUVL/JUR), le 23 mars 2007 au plus tard, leur intention de prendre part, en personne, à l'Assemblée. Les actionnaires ne pouvant assister à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix ou voter par procuration. A cet effet, des formules de procuration sont disponibles au siège de la Société. Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues au siège de la Société au plus tard le 23 mars 2007 (cinq jours ouvrables avant l'Assemblée).

Les personnes qui assisteront aux Assemblées en qualité d'actionnaires ou par procuration, devront produire au Bureau de l'Assemblée un certificat de blocage des actions qu'elles possèdent directement ou en vertu d'une procuration dans les livres d'un agent autorisé ou dans les livres de EUROPEAN FUND SERVICES S.A. (17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg).

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021774/3451/41.

**GED S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 60.291.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 15.30 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005
3. Affectation du résultat

4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021776/29/21.

---

**Cellex Chemie A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 27.886.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 11.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour les exercices écoulés et pour la tardiveté de la tenue des Assemblées Générales Statutaires
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021777/29/21.

---

**Stuart Establishment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.872.

The shareholders are hereby convened to a

**SECOND EXTRAORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING**

which will be held on April 16, 2007 at 3.00 p.m. in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Adoption by the company of the name SESA S.A. and subsequent amendment of article 1 of the articles of association which will have henceforth the following wording:  
In English  
«There is hereby established a société anonyme under the name of SESA S.A.»  
In French  
«Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SESA S.A.»
2. Sundry.

A first meeting held on February 27, 2007 in order to deliberate on the same agenda had not met the presence quorum required by article 67-1 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies. Therefore the present meeting may validly deliberate on the items of the agenda regardless of the proportion of the capital represented.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2007021778/29/22.

---

**Wardim S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 28.594.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 11.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021779/29/19.

---

**Santorini S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 34.358.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 10.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021780/29/19.

---

**Breitfeld Teilhabergesellschaft AG, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.724.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme BREITFELD TEILHABERGESELLSCHAFT A.G. sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi, 2 avril 2007 à 16.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard du Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021783/750/17.

---

**Sarubert S.A Holding, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 100.654.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 15.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021781/29/21.

---

**Herma Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 72.827.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 14.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021782/21.

---

**Traveling Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 63.335.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 avril 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateur(s) et nomination de leur(s) remplaçant(s)
5. Décharge spéciale (à l') (aux) Administrateur(s) démissionnaire(s) pour l'exercice de son (leur) mandat jusqu'à la date de sa (leur) démission
6. Divers

*Le Conseil d'Administration .*

Référence de publication: 2007022275/795/18.

---

**Ruco S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 33.622.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 2 avril 2007 à 10.00 heures au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 mai 2006
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire
5. Décharge à donner au Commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007021784/21.

---

**Société de Participations Financières Maruh S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 110.595.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 3 avril 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration .*

Référence de publication: 2007022267/795/15.

---

**Southern Participations S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 35.096.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 avril 2007 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 octobre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration .*

Référence de publication: 2007022270/795/15.

---



**Smartcap Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.626.

—  
The Board of Directors convenes the Shareholders of SMARTCAP FUNDS to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

to be held under private seal at the registered office of the SICAV on *April 2, 2007* at 12.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

- Appointment of new Directors
- Miscellaneous.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the Company or at one of the offices of BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme in Luxembourg.

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

*For the Board of Directors.*

Référence de publication: 2007022314/500/19.

---

**Teramo Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 70.693.

—  
Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held on *April 2, 2007* at 3.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2007022273/17.

---

**Tung Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 24.960.

—  
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *3 avril 2007* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration .*

Référence de publication: 2007022277/795/16.

---

**West Fields Consolidated S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 19.460.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 avril 2007 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateur(s) et nomination de leur(s) remplaçant(s)
5. Décharge spéciale (à l') (aux) Administrateur(s) démissionnaire(s) pour l'exercice de son (leur) mandat jusqu'à la date de sa (leur) démission
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007022279/795/18.

---

**Initi International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 23.135.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 3 avril 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007022281/795/15.

---

**Lycene Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 48.722.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le 2 avril 2007 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2005 et 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007022282/795/18.

---

**Morote Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 20.471.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 3 avril 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007022283/795/16.

---

**Partimage S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 99.141.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 avril 2007 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateur(s) et nomination de leur(s) remplaçant(s)
5. Décharge spéciale (à l') (aux) Administrateur(s) démissionnaire(s) pour l'exercice de son (leur) mandat jusqu'à la date de sa (leur) démission
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007022284/795/20.

---

**Ariaco Investment S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 30.727.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 3 avril 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateur(s) et nomination de leur(s) remplaçant(s)
5. Décharge spéciale (à l') (aux) Administrateur(s) démissionnaire(s) pour l'exercice de son (leur) mandat jusqu'à la date de sa (leur) démission
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007022317/795/20.

**Arona Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 85.313.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007022318/795/16.

**Guanyin Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 51.225.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007022297/795/18.

**"Praetor Global Fund", Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 100.490.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de PRAETOR GLOBAL FUND (la «Société»), tenue le 12 mars 2007, n'a pas réuni de quorum suffisant pour délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour. En conséquence, un procès-verbal de carence a été dressé.

Par le présent avis, il est notifié aux actionnaires qu'une nouvelle

## ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(l'«Assemblée») de la Société se tiendra au siège de la Société le 26 avril 2007 à 14.00 heures, avec le même ordre du jour, à savoir :

*Ordre du jour:*

1. Remplacer au sein de l'Article 1 des statuts de la Société (les «Statuts») les références à la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 par les références à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 (la «Loi»).
2. Modifier, inter alia, les articles 3, 5, 6, 7, 8, 13, 18, 19, 26, 28 et 31 des Statuts, conformément aux exigences de la Loi et concernant principalement les points suivants:
  - Les références aux «instruments du marché monétaire et aux actifs éligibles»,
  - Les pouvoirs du conseil d'administration de la Société,

- Le capital minimum de la Société, qui sera dorénavant de EUR 1.250.000.-,
- L'introduction des références à la Partie I de la Loi concernant les restrictions d'investissement.

### 3. Divers.

L'Assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée et si les résolutions sur les points portés à l'ordre du jour réunissent les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer 5 (cinq) jours ouvrés bancaires avant l'Assemblée, leurs titres au siège de la Société.

Tout actionnaire, nominatif ou au porteur, a la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Le texte complet comprenant les modifications des statuts est disponible au siège social de la Société.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007022308/755/31.

---

### **Foyer S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 67.199.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société FOYER S.A. sont convoqués par le présent avis à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu mardi, le 3 avril 2007 à 11.00 heures au siège social à Leudelange, 12, rue Léon Laval, à l'effet de délibérer sur les objets suivants:

#### *Ordre du jour:*

1. «Rapport de gestion» et «Rapport consolidé de gestion» du Conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 2006;
2. Examen et approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice clôturé au 31 décembre 2006;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs;
5. Nominations statutaires;
6. Rémunération des administrateurs;
7. Autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions;
8. Divers.

et à une

### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra mardi, le 3 avril 2007 à 12.30 heures, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du même jour, au siège social à Leudelange, 12, rue Léon Laval, à l'effet de délibérer sur les modifications statutaires suivantes :

#### *Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 13 pour lui donner la teneur suivante:  
«La société est administrée par un conseil de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs doivent être des personnes physiques.  
Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat. La durée du mandat ne pourra excéder six ans.  
Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables. [...] »
2. Modification du dernier alinéa de l'article 15, pour lui donner la teneur suivante:  
«En cas d'absence du président et du ou des vice-président(s), le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.»
3. Modification de l'article 16, pour lui donner la teneur suivante:  
«Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du président ou de deux autres membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué par la convocation.  
Pour la validité des délibérations, la présence de la majorité des membres en fonction est nécessaire. Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit, télégramme, télécopie ou courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire, sans que celui-ci puisse représenter plus d'un de ses collègues. L'administrateur empêché pourra également voter par lettre, télégramme, télécopie ou courrier électronique. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.  
En cas de circonstances exceptionnelles et sur décision expresse du président, tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéo-conférence, ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes prenant part à cette réunion puissent

s'entendre et se parler mutuellement. Dans ce cas, l'administrateur utilisant ce type de technologie sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des membres présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles des administrateurs qui n'ont pas pris part au vote ou qui se sont abstenus. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, lorsque le conseil est composé de trois membres et que deux administrateurs seulement assistent à une séance, les décisions devront être prises à l'unanimité.

Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une affaire soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Un tel administrateur ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur cette affaire. Cette disposition ne s'applique pas lorsque la décision à prendre concerne des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Des résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par écrit, télégramme, télécopie ou courrier électronique. Les résolutions prises dans ces conditions auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Les écrits, télégrammes, télécopies ou courriers électroniques exprimant le vote des administrateurs seront annexés au procès-verbal de la délibération.»

4. Modification de l'article 18, pour lui donner la teneur suivante:

«Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour tous actes d'administration et de disposition relatifs à la réalisation de l'objet social de la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par les statuts ou par la loi, est de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non. [...]

Le conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou à des mandataires, administrateurs ou non.

Le conseil peut autoriser ses délégués, administrateurs ou autres à consentir toutes substitutions de pouvoirs relatives à la gestion journalière et à la représentation en ce qui concerne cette gestion.

Le conseil d'administration constitue un Comité d'Audit et de Compliance, ainsi qu'un Comité de Nomination et de Rémunération, qui peuvent être composés de membres du conseil et/ou de personnes externes. Il peut créer en outre d'autres comités spécialisés, chargés de l'assister dans la gestion de la société et de préparer et/ou de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine les attributions, arrête la composition et règle le fonctionnement de ces comités.

Le conseil d'administration adopte un ensemble de règles concernant l'organisation du contrôle et de la gestion de la société, appelé Charte de gouvernance d'entreprise, auquel il assure une publicité adéquate.»

5. Modification de l'article 25, pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Chaque année il est tenu une assemblée générale ordinaire le premier mardi du mois d'avril à 11.00 heures du matin. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales ordinaires, portant sur des sujets autres que des modifications statutaires, peuvent être convoquées en cours de l'exercice social.

Des assemblées générales extraordinaires proposant des modifications statutaires peuvent en outre être convoquées par le conseil d'administration, chaque fois qu'il y a lieu.

Les réunions ont lieu au siège social, à moins que la lettre de convocation n'indique un autre endroit.»

6. Modification de l'article 26, pour lui donner la teneur suivante:

«Les convocations pour toute assemblée générale mentionnent l'endroit, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée générale et sont faites selon les modalités de forme et de délai prévues par la loi.»

7. Modification de l'article 31, pour lui donner la teneur suivante:

«L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration ou qui ont été communiquées par lettre recommandée au siège social de la société cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée, avec la signature de l'actionnaire ou d'un groupe d'actionnaires représentant au moins dix pour cent du capital social souscrit.

Le conseil d'administration est tenu en toutes circonstances de convoquer une assemblée générale dans le délai d'un mois, lorsque la demande écrite lui en sera faite par l'actionnaire ou un groupe d'actionnaires représentant au moins le dixième du capital social. Cette demande devra indiquer l'ordre du jour de l'assemblée.»

8. Modification de l'article 34, pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires entend le rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice écoulé.

Elle délibère sur les comptes annuels et, s'il y a lieu, les approuve.

Elle décide du bénéfice net selon les dispositions de l'article quarante des présents statuts.

Elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs.»

9. Modification de l'article 36, pour lui donner la teneur suivante:

«Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés et certifiés conformes à l'original par le président du conseil d'administration, ou par un vice-président, ou par l'administrateur-délégué, ou enfin par deux administrateurs. Dans les cas où les délibérations ont été constatées par acte notarié, les copies ou extraits sont délivrés par le notaire dépositaire de la minute de l'acte.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les liquidateurs ou l'un d'eux.»

10. Modification de l'article 37, par l'ajout d'un deuxième alinéa dont la teneur est la suivante:

«Les décisions sont prises par vote à mainlevée, à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés, sauf si les statuts ou la loi en disposent autrement. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu.»

11. Modification de l'article 39, pour lui donner la teneur suivante:

«A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse l'inventaire des avoirs et des engagements de la société et établit les comptes annuels, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.»

Les actionnaires qui désirent assister à ces assemblées doivent, conformément à l'article 27 des statuts, déposer leurs titres pour mercredi, le 28 mars 2007 au plus tard, auprès de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT à Luxembourg ou de PETERCAM S.A. à Bruxelles.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions déterminées par l'article 28 des statuts; les procurations doivent être déposées mercredi, le 28 mars 2007 au plus tard.

*Pour le Conseil d'administration*

F. Tesch

*Président*

www.foyer.lu

Référence de publication: 2007022304/2096/134.

**Erdan Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 11.812.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held on *April 3, 2007* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2006
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2007022295/795/15.

**Basil Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 106.939.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 *avril 2007* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Référence de publication: 2007022294/795/15.

---

**NobisLux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,**

(anc. Nobispar).

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 41.379.

Wir laden Sie hiermit ein, an der

**JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der NobisLux SICAV vormals NOBISPAR, Anlagegesellschaft mit variablem Kapital, teilzunehmen, welche am Mittwoch, dem 28. März 2007 ab 11.00 Uhr in den Räumen der HSH NORDBANK PRIVATE BANKING S.A., 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Vorlage und Annahme des Berichts des Verwaltungsrates für das am 30. September 2006 endende Geschäftsjahr.
2. Vorlage und Annahme des Berichts der Wirtschaftsprüfer für das am 30. September 2006 endende Geschäftsjahr.
3. Vorlage und Bestätigung des Jahresabschlusses zum 30. September 2006.
4. Verwendung des Gewinns der Gesellschaft.
5. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für die Ausübung ihres Mandates bis zum 30. September 2006.
6. Zusammensetzung des Verwaltungsrates.
7. Ernennung der Wirtschaftsprüfer.
8. Verschiedenes.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile angenommen.

Jeder Inhaber ist berechtigt zu wählen oder Vollmacht zu erteilen. Die Vollmachtsvordrucke müssen am Sitz der Gesellschaft mindestens 24 Stunden vor der Versammlung eingegangen sein.

Die Vollmachtsvordrucke sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Luxemburg, im Februar 2007.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2007017646/37/28.

---

**Valcade Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1858 Luxembourg, 19, rue de Kirchberg.

R.C.S. Luxembourg B 80.918.

Par la présente, la société COFIC S.A.S. établie à F-75008 Paris, 29, rue de Berri, représentée par son président M. Christian Ciganer, en sa qualité de liquidateur de la société VALCADE S.A., et à la demande de la société FAIRFIELD, qui a sollicité en sa qualité d'actionnaire détenant plus de 5% du capital social la convocation d'une assemblée générale ordinaire de la société VALCADE HOLDING S.A. (VALCADE). Conformément à la loi le liquidateur a le plaisir de vous convoquer à

**L'ASSEMBLEE GENERALE**

qui se tiendra le 22 mars 2007 à 15 heures à l'étude LUTGEN & McGAW, 10, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation du résultat de la liquidation au 15 février 2007 et plus particulièrement:
  - Présentation de l'état d'avancement des opérations touchant à la réalisation des actifs de VALCADE (présentation des contrats de cession signés, productions des assemblées tenues dans les différentes sociétés SADIV, explication quant au délai et à la computation du droit de préemption)
  - Confirmation du passif de VALCADE retenu par le liquidateur.
  - Indication du montant des versements effectués en faveur des créanciers de VALCADE,
  - Indication quant aux frais engagés par la liquidation.
2. Indication des causes qui ont empêché jusqu'à ce jour la clôture de la liquidation, et plus particulièrement:
  - Indication quant aux raisons empêchant la distribution du produit de la vente des actifs de VALCADE aux actionnaires,
  - Indication quant aux actions judiciaires entreprises ou restant à entreprendre en vue de la distribution du produit de la vente.



3. Décision quant à la révocation éventuelle du liquidateur actuellement en fonction.
4. Divers.

Les décisions prises par l'assemblée générale sur les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et sont prises à la simple majorité des voix des actions présentes ou représentées à l'Assemblée Générale. Chaque action donne droit à une voix.

Tout propriétaire d'actions au porteur désirant voter à l'assemblée générale devra déposer ses actions avant le 22 mars 2007 au siège social du liquidateur mentionné ci-dessus ou à l'adresse à laquelle se tiendra l'assemblée générale. Ces actions resteront bloquées jusqu'au lendemain de l'Assemblée Générale.

Les titulaires d'actions nominatives peuvent être présents en personne ou par mandataire à l'Assemblée Générale. Les actionnaires ne pouvant assister à l'Assemblée Générale sont invités à faire parvenir les procurations concernées dûment remplies au siège social de la Société avant le 22 mars 2007.

Pour COFIC S.A.S.

liquidateur de VALCADE S.A.

Référence de publication: 2007019982/651/40.

**Citi Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 60.118.

We are pleased to invite you to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of the Shareholders of Citi SICAV (the «Company») which will be held at the premises of LEGG MASON INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A., 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen on 26 March 2007 at 11.00 a.m.

The purpose of this EGM will be to consider and decide on amendments to the Articles of Incorporation as follows:

*Agenda:*

1. To amend Article 1 of the Articles of Incorporation to reflect the change of denomination from CITI SICAV to LEGG MASON MANAGED SOLUTIONS SICAV.
2. To amend Articles 2, 5, 6, 12, 14, 20, 24, 25, 26, 27 and 30 of the Articles of Incorporation so as to update certain provisions, to provide clarifications as well as to define or to change the capitalisation and/or definition of certain terms.
3. To amend Article 3 of the Articles of Incorporation to be read as follows:  
The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.  
The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the extent permitted by the law of December 20th, 2002, regarding collective investment undertakings, as amended (the «2002 Law»).
4. To amend Article 4 of the Articles of Incorporation to provide for the change of registered office of the Company and the transferability of such registered office.
5. To amend Article 8 of the Articles of Incorporation by adding a cross-reference to the prospectus in respect of the definition of «U.S. Person» and authorizing the board of directors of the Company to restrict the issue and transfer of shares of a class or a sub-fund to institutional investors within the meaning of article 129 of the 2002 Law.
6. To amend Article 10 of the Articles of Incorporation to specify in which place the annual general meeting of shareholders may be held and to clarify the meaning of business day.
7. To amend Article 11 of the Articles of Incorporation so as to allow the shareholders to vote at and to take part in general meetings by additional means.
8. To amend Article 16 of the Articles of Incorporation to include more flexible wording in relation to the investment policies of the Company.
9. To amend Article 17 of the Articles of Incorporation to replace CITIBANK N.A. by LEGG MASON INC. and to clarify the term «personal interest».
10. To amend Article 21 of the Articles of Incorporation to change the procedure to be followed by the board of directors of the Company in case of applications for redemption.
11. To amend Article 22 of the Articles of Incorporation to change the circumstances under which the calculation of the net asset value may be suspended.
12. To amend Article 23 of the Articles of Incorporation to update and clarify the method of determination of the net asset value as well as to change the capitalisation of certain terms.
13. To amend Article 28 of the Articles of Incorporation by clarifying under which circumstances classes and/or sub-funds may be terminated or merged.

Shareholders are informed that the full text of the proposed amendments to the Articles of Incorporation is available at the registered office of the Company in Luxembourg.

A quorum of 50% of the outstanding share capital is required and decisions will be taken by the greater of 2/3 vote of the votes cast. The votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or spoilt ballot paper.

If the quorum is not reached, a second Extraordinary General Meeting will be convened with the same agenda. There is no quorum required for this reconvened Extraordinary General Meeting and the resolutions will be passed by a majority of two thirds of the votes cast at such Meeting. The proxies will remain valid for the reconvened Meeting.

Shareholders wishing to participate at the Meeting should confirm their attendance no later than March 19, 2007 by registered mail to the Company at the above address.

*On behalf of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2007018507/755/57.

---

**Elliott-Automation Continental Holding S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R.C.S. Luxembourg B 6.322.

All shareholders and holders of profit shares are hereby convened to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which is going to be held at the registered office on *26th March 2007*.

I) The first Extraordinary General Meeting will be held at 11.30 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. To hear the report of the Liquidator.
2. To give discharge to the Directors and the Statutory Auditor.
3. Appointment of Auditors in accordance with article 151 of the amended company law of August 10, 1915.
4. To fix a date for the third meeting closing the liquidation with the following agenda:
  - 1) To hear the report of the Auditor to the liquidation.
  - 2) To give discharge to the Liquidator and the Auditor to the liquidation.
  - 3) To decide on the close of the liquidation.

II) The second Extraordinary General Meeting will be held at 3 p.m. with the following agenda:

1. To hear the report of the Auditor to the liquidation.
2. To give discharge to the Liquidator and the Auditor to the liquidation.
3. To decide on the close of the liquidation.

The shareholders and holders of profit shares have to conform to the dispositions of article 9 of the articles of incorporation. The bearer shares should be deposited with DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2007018519/1017/26.

---

**Private Label S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 120, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 100.909.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le *23 mars 2007* à 11 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes aux 31 décembre 2004, 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006;
3. Affectation des résultats;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Démission d'un administrateur et remplacement;
7. Mise en cause de la responsabilité d'un ancien administrateur;

8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007019255/322/20.

---

**Surface Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 36.727.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra en date du *23 mars 2007* à 15 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge au Conseil d'Administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007019246/506/17.

---

**Sylva Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 35.632.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le *23 mars 2007* à 10.45 heures siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilans et comptes de profits et pertes aux 30 juin 2005 et 30 juin 2006;
3. Affectation des résultats;
4. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Remplacement du Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007019247/322/17.

---

**Orissa Finance, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 44.529.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le *23 mars 2007* à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007019769/534/16.

---

**Holding Financière M.K. S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 57.910.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 mars 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2006.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007019770/1023/16.

**Saint Eugène SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 78.409.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 mars 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007019771/1023/17.

**Allianz Global Investors Trends, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 123.962.

**STATUTEN**

Im Jahre zweitausendundsieben, am sechzehnten Januar.

Vor dem unterschriebenen Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

- 1) ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A., mit Geschäftssitz in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 27.856, hier vertreten durch Herrn Oliver Eis, Angestellter, wohnhaft in Hupperath (Deutschland), durch Vollmacht erteilt in Senningerberg am 4. Dezember 2006;
- 2) Herr Wilfried Siegmund, Managing Director, geboren am 4. September 1958 in Wolfsburg (Deutschland), mit Berufsanschrift in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, hier vertreten durch Herrn Markus Biehl, Angestellter, wohnhaft in Pluwig (Deutschland), durch Vollmacht erteilt in Senningerberg am 4. Dezember 2006.

Welche Vollmachten, die durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, dem gegenwärtigen Protokoll beigefügt bleibt, um mit demselben eingetragen zu werden.

Welche Kompartenten, namens wie sie handeln, den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden Investmentgesellschaft mit variablem Kapital wie folgt zu dokumentieren.

**Titel I. Name - Eingetragener Geschäftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck**

**Art. 1. - Name.** Zwischen den Unterzeichnern und denjenigen, die Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem

Kapital («société d'investissement à capital variable») unter dem Namen ALLIANZ GLOBAL INVESTORS TRENDS (nachfolgend die «Gesellschaft»).

**Art. 2. - Eingetragener Sitz.** Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrats innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg gegründet werden (keinesfalls aber in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die den gewöhnlichen Geschäftsablauf der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation mit den betreffenden Büros oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben, die, ungeachtet dieser zeitweiligen Verlagerung, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

**Art. 3. - Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. - Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anlegern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens - durch Ausschüttung oder Thesaurierung - zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die sie für die Erfüllung und Umsetzung dieses Gesellschaftszwecks für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen.

## Titel II. Gesellschaftskapital - Anteile - Netto-Inventarwert

**Art. 5. - Gesellschaftskapital, Anteilklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll eingezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) belaufen. Die Anteile, die gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrats in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in jede Art von übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für einen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition) im Hinblick auf die jeweilige(n) Anteilklasse(n) festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio aus Vermögenswerten einrichten, das einen Teilfonds (nachfolgend der «Teilfonds») im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anleger untereinander wird jedes Portfolio ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden.

Die Gesellschaft bildet eine einzige juristische Einheit. Gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 2093 des Luxemburger Zivilgesetzbuchs, ist jeder Teilfonds nur für Verbindlichkeiten verantwortlich, die ihm zuzurechnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder bestimmte Zeit errichten; im letzteren Fall kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds nimmt die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und ungeachtet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurück.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, die in vom Verwaltungsrat festzulegenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anleger und ihre Adressen der Gesellschaft unbekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft geben die Laufzeit jedes Teilfonds bzw. gegebenenfalls dessen Verlängerung an.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsgrundkapitals werden die jeder Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Nettovermögen aller Anteilklassen.

### Art. 6. - Anteile

1. Es können Einzel-, Sammel- sowie Globalurkunden ausgegeben werden; der Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke kann auch ausgeschlossen werden. Der Verwaltungsrat beschließt, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt, und sie können auf dem Zertifikat den Vermerk tragen, dass sie nicht auf eine

Nicht-erwerbsberechtigte Person (wie nachfolgend in Artikel 10 definiert) oder auf ein Unternehmen übertragen werden dürfen, das von einer Nicht-erwerbsberechtigten Person oder für sie gegründet wurde; für die Anwendbarkeit der Regeln des Artikel 10 kommt es aber nicht darauf an, dass Zertifikate einen solchen Vermerk tragen.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, das bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register enthält die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile.

Der Eintrag des Namens des Anlegers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anlegers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft beschließt, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anleger ausgestellt werden soll oder ob der Anleger eine schriftliche Bestätigung über sein Anteilbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können auf Antrag des Anlegers Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigkeitserklärung der gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer Nicht-erwerbsberechtigten Person erfolgt, und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, die die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigkeitserklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigkeitserklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrats können die Kosten eines solchen Umtauschs dem antragstellenden Anleger belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrats verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich geleistet werden. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe entsprechender Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt,

(i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Anteile gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen, und,

(ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

3. Anleger, die berechtigt sind, Namensanteile zu erhalten, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anleger keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird, und die Adresse des Anlegers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft jeweils einzutragenden Adresse geführt, bis der Anleger der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anleger kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, die von der Gesellschaft jeweils festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Anleger zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anlegers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikats, das als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, das durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt werden und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anleger die Kosten für die Erstellung eines Duplikats oder eines neuen Anteilzertifikats sowie sämtliche angemessenen Auslagen auferlegen, die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikats oder im Zusammenhang mit der Ungültigkeitserklärung des ursprünglichen Anteilzertifikats getragen wurden.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, ernennen alle Personen, die ein Anrecht auf die betreffenden Anteile stellen, einen Berechtigten, der die entsprechenden Anteile gegenüber der Gesellschaft vertritt. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechte ausgesetzt wird.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

**Art. 7. - Ausgabe von Anteilen** . Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile jederzeit auszugeben, ohne den bestehenden Anlegern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse einschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Anteile von Teilfonds werden zum Ausgabepreis ausgegeben. Der Ausgabepreis pro Anteil für Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds setzt sich aus dem jeweiligen Nettoinventarwert pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse (siehe insoweit Artikel 11 und 12) zuzüglich eines ggf. anfallenden Ausgabeaufschlags zusammen. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Der Ausgabepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats.

In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Der Ausgabepreis ist innerhalb einer Frist, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten; diese Frist wird nicht mehr als fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedes seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis erteilen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Anteile entgegen zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann gemäß den gesetzlichen Bestimmungen des Luxemburger Rechts, die insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Abschlussprüfer («réviseur d'entreprises agréé») zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Vermögenswerten unter der Bedingung ausgeben, dass diese Vermögenswerte dem Anlageziel und der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entsprechen. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit der Sacheinbringung von Vermögenswerten trägt der entsprechende Anleger.

Jeder Antrag auf Zeichnung ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung während dieser Aussetzung.

**Art. 8. - Rücknahme von Anteilen.** Jeder Anleger kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Anteile durch die Gesellschaft gemäß den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt wurden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung wird der Rücknahmepreis pro Anteil innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist, die fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreiten wird, gemäß dem vom Verwaltungsrat jeweils festzulegenden Verfahren unter der Voraussetzung ausgezahlt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und alle sonstigen zur Übertragung von Anteilen erforderlichen Unterlagen bei der Gesellschaft eingegangen sind.

Der Rücknahmepreis pro Anteil für Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds ergibt sich, indem von dem Nettoinventarwert pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse ein ggf. anfallender Rücknahmeabschlag abgezogen wird. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats.

In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Fällt aufgrund eines Rücknahmeantrags die Anzahl oder der Wert der Anteile, die von einem bestimmten Anleger in einer bestimmten Anteilklasse gehalten werden, unter eine bestimmte Anzahl oder einen bestimmten Wert, die bzw. der - falls von den Rechten nach diesem Satz Gebrauch gemacht werden können soll - dann vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt wird, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anlegers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags die Rücknahmeanträge im Sinne dieses Artikels und die Umtauschanträge im Sinne von Artikel 9 dieser Satzung einen bestimmten Umfang, der vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wurde, übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, daß ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- und Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im

wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Grundsätzlich sollte dieser Aufschub jedoch zwei Bewertungstage nicht überschreiten. Am nächstfolgenden Bewertungstag nach dieser Frist werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann die Gesellschaft bevollmächtigt werden, den Rücknahmepreis an jeden Anleger, der dem zustimmt, in specie auszuzahlen, indem dem Anleger aus dem Portfolio, welches der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen ist, Vermögenswerte zugeteilt werden, die dem Wert der zurückgenommenen Anteile am jeweiligen Bewertungstag oder Bewertungszeitpunkt entsprechen (berechnet gemäß der Bestimmungen gemäß Artikel 11). Art und Natur der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anleger der entsprechenden Anteilklasse (n) bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Abschlussprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Empfänger der Leistung.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Jeder Antrag auf Rückgabe von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme nach Maßgabe dieses Artikels.

**Art. 9. - Umtausch von Anteilen.** Ein Anleger kann die von ihm gehaltenen Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds ganz oder teilweise in Anteile der entsprechenden Anteilklasse eines anderen Teilfonds umtauschen; ein Umtausch zwischen unterschiedlichen Anteilklassen des gleichen oder eines anderen Teilfonds ist nicht erlaubt. Abweichend hiervon kann der Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen bestimmen, dass ein Umtausch von Anteilen auch in einem weiteren Umfang als vorgehend zugelassen möglich ist.

Der Verwaltungsrat kann einen Umtausch von Anteilen von weiteren Bedingungen abhängig machen.

Ein Umtauschantrag wird als Antrag zur Rücknahme der vom Anleger gehaltenen Anteile und als Antrag zu gleichzeitigem Erwerb (Ausgabe) der zu erwerbenden Anteile behandelt. Dieser Umtausch wird auf Basis des Nettoinventarwerts pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse abgerechnet, wobei eine Umtauschgebühr anfallen kann. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Die dem Umtausch zugrundezulegenden Preise können auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass aus dem Umtausch resultierende Restbeträge, die unter einem vom Verwaltungsrat festzulegenden angemessenen Betrag liegen, den Anlegern nicht ausgezahlt werden.

Grundsätzlich sollen sowohl der Rücknahme- als auch der Erwerbsteil des Umtauschantrags auf Basis der Werte ein und desselben Bewertungstages abgerechnet werden. Bestehen hinsichtlich der betroffenen Teilfonds unterschiedliche Orderannahme-Schlusszeiten, kann die Abrechnung - insbesondere in Abhängigkeit vom Vertriebsweg - hiervon abweichen. Insbesondere können entweder

- der Verkaufsteil bereits nach den allgemeinen Regeln der - eventuell im Verhältnis zu den allgemeinen Regeln der Anteilsausgabe früheren - Anteilsrücknahme, der Kaufteil jedoch erst zu den allgemeinen (späteren) Regeln einer Anteilsausgabe oder

- der Verkaufsteil erst zu einem gegenüber den allgemeinen Regeln der Anteilsrücknahme späteren Zeitpunkt zusammen mit dem Kaufteil nach den allgemeinen, im Verhältnis zum Verkaufsteil späteren Regeln der Anteilsausgabe abgerechnet werden.

Ein Umtausch ist nur möglich, wenn zu diesem Zeitpunkt gleichzeitig sowohl die Anteilsrückgabe der umzutauschenden und die Ausgabe der zu erwerbenden Anteile möglich ist; eine Teilausführung erfolgt nicht, es sei denn, erst nach Rückgabe der umzutauschenden Anteile entfällt die Möglichkeit zur Ausgabe der zu erwerbenden Anteile.

Jeder Antrag auf Umtausch von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der zurückzugebenden Anteile nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme der zurückzugebenden Anteile nach Maßgabe des Artikels 8. Wird die Berechnung des Nettoinventarwertes der zu erwerbenden Anteile ausgesetzt, nachdem bereits die umzutauschenden Anteile zurückgegeben worden sind, kann nur noch der Erwerbsteil des Umtauschauftrags während dieser Aussetzung widerrufen werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags die Rücknahmeanträge im Sinne des Artikels 8 dieser Satzung und die Umtauschanträge im Sinne dieses Artikels einen bestimmten Umfang, der vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wurde, übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- und Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Grundsätzlich sollte dieser Aufschub jedoch zwei Bewertungstage nicht überschreiten. Am nächstfolgenden Bewertungstag nach dieser Frist werden diese Rücknahme- und Umtauschanträgen vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Fällt aufgrund eines Umtauschantrags die Anzahl oder der Wert der Anteile, die von einem bestimmten Anleger in einer bestimmten Klasse gehalten werden, unter eine bestimmte Anzahl oder einen bestimmten Wert, die bzw. der - falls von den Rechten nach diesem Satz Gebrauch gemacht werden können soll - dann vom Verwaltungsrat in den Verkauf-



sunterlagen festgelegt werden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag hinsichtlich des Verkaufteils des Umtauschantrags als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anlegers in dieser Anteilklasse behandelt wird; der Erwerbsteil des Umtauschantrags bleibt von einer eventuell erweiterten Anteilsrückgabe unberührt.

Anteile, die in Anteile an einer anderen Anteilklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. - Beschränkung des Eigentums an Anteilen.** Die Gesellschaft kann den Erwerb des Eigentums an Anteilen der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person beschränken oder verhindern, wenn dies nach Auffassung der Gesellschaft den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, dieser Erwerb eine Verletzung Luxemburger Rechts oder eines anderen Rechts darstellt oder die Gesellschaft als Folge dieses Anteiligentums steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile in Kauf nehmen müsste, die sie ansonsten nicht erleiden würde (wobei die betreffenden natürlichen oder juristische Personen vom Verwaltungsrat näher bestimmt und in dieser Satzung als «Nicht-erwerbsberechtigte Personen» definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen in das Anteilregister verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an diesen Anteilen zur Folge hätte; und

B. jederzeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilregister eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Anteilregister wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidens-tattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, die die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen bei einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an solchen Anteilen zur Folge hätte; und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person auf der Hauptversammlung verweigern; und

D. einen Anleger anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Nicht-erwerbsberechtigte Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anleger dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anleger alle von diesem Anleger gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

1. Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung («Kaufmitteilung») an den Anleger bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Anteilregister; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach dem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anleger per Einschreiben an dessen letzbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anleger ist hiermit verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, die die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, zukommen zu lassen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anlegers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen; und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anlegers aus dem Anteilregister gestrichen; im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, die die Anteile vertreten, entwertet.

2. Der Preis, zu dem diese Anteile erworben werden («Kaufpreis») entspricht einem Betrag, der auf der Grundlage des Anteilwerts der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag, oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags, wie vom Verwaltungsrat festgelegt, unter Abzug ggf. anfallender Rücknahmeabschläge bestimmt wird. Kaufpreis ist - jeweils abzüglich ggf. anfallender Rücknahmeabschläge - entweder der vor dem Datum der Kaufmitteilung berechnete Anteilwert oder der am Tag nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) nächstfolgende berechnete Anteilwert, je nachdem, welcher von beiden Werten der niedrigere ist.

3. Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Kaufpreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Anleger nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

4. Die Ausübung der Befugnisse nach Maßgabe dieses Artikels durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise mit der Begründung in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, dass das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorbenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

«Nicht-erwerbsberechtigte Personen» im Sinne dieser Satzung sind weder Personen, die im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile für die Dauer ihres Anteilbesitzes zeichnen, noch Wertpapierhändler, die im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. - Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil.** Der Nettoinventarwert pro Anteil einer Anteilklasse wird in der Basiswährung des Teilfonds (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und, sofern an einem Teilfonds Anteilklassen mit anderen Referenzwährungen ausgegeben wurden, in der Währung, auf die die jeweilige Anteilklasse lautet, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags, durch Division des auf die jeweilige Anteilklasse entfallenden Nettovermögens der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte, abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag, beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Nettoinventarwert kann gemäß Entscheidung des Verwaltungsrats auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden.

Bei Geldmarkt-Teilfonds kann der Nettoinventarwert pro Anteil einer Anteilklasse unter Hinzurechnung bzw. Abzug der Ertrags- und Aufwandsabgrenzungen ermittelt werden, die voraussichtlich pro Anteil bis einschließlich des Kalendertages vor dem Valutatag anfallen.

Sofern seit Bestimmung des Anteilwerts wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf denen ein wesentlicher Anteil der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft im Interesse der Anleger und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwerts der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

1. Alle Kassenbestände, Termineinlagen und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
2. alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehenden Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
3. alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagezertifikate, Aktien, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden;
4. Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, die von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
5. angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswerts einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
6. nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen der Gesellschaft;
7. die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- a) Flüssige Mittel, Termineinlagen und ähnliche Vermögenswerte werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Im Falle bedeutsamer Änderungen der Marktbedingungen kann die Bewertung zum Ertragspreis stattfinden, falls die Gesellschaft die Einlage, die flüssigen Mittel oder die ähnlichen Vermögenswerte jederzeit kündigen kann; Ertragspreis im vorgenannten Sinne ist in diesem Fall der Verkaufspreis bzw. der Wert, der aufgrund der Kündigung an die Gesellschaft zu zahlen ist.
- b) Anlagen, die an einer Börse notiert sind oder gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs der Börse bewertet, die normalerweise als der hauptsächliche Markt für diese Anlage gilt.
- c) Anlagen, die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Preis bewertet.
- d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren letzten verfügbaren Kurse/Preise keine angemessenen Marktpreise darstellen, sowie Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden, sowie alle anderen Vermögenswerte werden auf der Grundlage des vorhersehbaren Verkaufswerts nach einer vorsichtigen Einschätzung und nach Treu und Glauben bewertet.
- e) Erstattungsansprüche aus Wertpapierleihe werden zu dem jeweiligen Marktwert der verliehenen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente bewertet.
- f) Der Liquidationswert von Futures, Termin- oder Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden, entspricht ihrem jeweils ermittelten Nettoliquidationswert, wie er gemäß den

Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer einheitlich für sämtliche Kontraktarten angewandten Berechnungsgrundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Termin- oder Optionskontrakten, die an einer Börse oder an anderen geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf Grundlage des letzten verfügbaren Kurses dieser Kontrakte an den Börsen und organisierten Märkten, an denen diese bestimmten Futures, Termin- oder Optionskontrakte durch die Gesellschaft gehandelt werden, ermittelt. Falls Futures, Termin- oder Optionskontrakte nicht an dem Tag glattgestellt werden können, auf den sich die Ermittlung des Nettovermögens bezieht, wird als Basis für die Ermittlung des Liquidationswerts ein Wert zugrunde gelegt, den der Verwaltungsrat für vernünftig und angemessen hält.

g) Zinsswaps werden zu ihrem Marktwert in Bezug auf die anwendbare Zinskurve bewertet.

h) An Indizes und an Finanzinstrumente gebundene Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf den betreffenden Index oder das betreffende Finanzinstrument ermittelt wird. Die Bewertung des an einen Index oder an ein Finanzinstrument gebundenen Swapvertrags basiert auf dem Marktwert dieses Swapgeschäfts, der nach den vom Verwaltungsrat festgelegten Maßgaben in gutem Glauben ermittelt wird.

i) Zielfondsanteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren («OGAW») oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswerts der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

1. Alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
2. alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
3. alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, aber nicht ausschließlich Verwaltungskosten, Verwaltungsentgelt einschließlich Incentivegebühren (falls vorgesehen), Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
4. alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Eigentumsübertragungen, einschließlich der Summe nicht bezahlter, aber zugesagter Ausschüttungen der Gesellschaft;
5. angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag, je nach Entscheidung der Gesellschaft, sowie sonstige Rückstellungen (falls vorgesehen), die vom Verwaltungsrat genehmigt wurden, und sonstige Beträge (falls vorgesehen), die der Verwaltungsrat für angemessen im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft hält;
6. sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, an die Verwaltungsgesellschaft und den Zentralverwalter sowie vom Zentralverwalter mit der Wahrnehmung von Zentralverwaltungsaufgaben beauftragte Dritte abzuführende Vergütungen, soweit sie nicht dem Anleger im Rahmen einer besonderen Anteilklasse direkt in Rechnung gestellt werden, Vergütungen/Gebühren und Auslagen von Abschlussprüfern, der Depotbank und ihren Korrespondenzbanken, der Zahl- und Informationsstellen, Vertriebsgesellschaften und ständigen Repräsentanten an Orten, an denen die Gesellschaft registriert ist, sowie sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Stellvertretern, einschließlich Vermittlern von Wertpapierleihen, Vergütungen und Aufwandsentschädigungen der Verwaltungsratsmitglieder, deren Versicherungen, angemessene Reisekosten und Barauslagen für Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Auslagen für Rechtsberatung und Prüfungen einschließlich der Bescheinigungskosten steuerlicher Daten für in- und ausländische Steuerzwecke, Kosten für die Geltendmachung und Durchsetzung berechtigt erscheinender, der Gesellschaft, einem Teilfonds bzw. einer Anteilklasse zuzuordnender Rechtsansprüche sowie für die Abwehr unberechtigt erscheinender, auf die Gesellschaft, einen Teilfonds bzw. eine Anteilklasse bezogener Forderungen, Gebühren und Kosten zur Registrierung und Aufrechterhaltung der Registrierung der Teilfonds bei Aufsichtsbehörden und Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern, ein angemessener Anteil an den Werbekosten und anderen Kosten, die in Zusammenhang mit dem Angebot und Vertrieb von Anteilen anfallen, Offenlegungs- und Veröffentlichungskosten, einschließlich Erstellungs-, Druck-, Werbe- und Versandkosten für vollständige und vereinfachte Verkaufsprospekte, erläuternde Mitteilungen, periodische Berichte und Registrierungsvermerke sowie die Kosten anderweitiger Berichte an Anleger, Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen, Kosten für die Ermittlung der Risiko- und Performancekennzahlen sowie der Berechnung einer erfolgsbezogenen Vergütung für die Verwaltungsgesellschaft durch beauftragte Dritte, Kosten im Zusammenhang mit dem Erlangen und Aufrechterhalten eines Status, der dazu berechtigt, in einem Land direkt in Vermögensgegenstände investieren oder an Märkten in einem Land direkt als Vertragspartner auftreten zu können, Kosten im Zusammenhang mit der Nutzung von Indexnamen, insbesondere Lizenzgebühren, Kosten und Auslagen der Gesellschaft sowie von ihr beauftragter Dritter im Zusammenhang mit dem Erwerb, Nutzen und der Aufrechterhaltung dem Fondsmanagement dienender eigener oder fremder EDV-Systeme, Kosten und Auslagen der Gesellschaft, der Depotbank sowie von diesen beauftragten Dritter im

Zusammenhang mit der Überwachung von Anlagegrenzen und -restriktionen, Kosten im Zusammenhang mit der Informationsbeschaffung über Hauptversammlungen von Unternehmen oder über sonstige Versammlungen der Inhaber von Vermögensgegenständen sowie Kosten im Zusammenhang mit der eigenen Teilnahme oder der beauftragter Dritter an solchen Versammlungen, sämtliche Steuern, Gebühren, öffentliche und ähnliche Abgaben sowie sämtliche anderen Betriebsausgaben, einschließlich Kauf- und Verkaufskosten von Vermögenswerten (einschließlich der daran nach Marktumsätzen ggf. gekoppelten Zurverfügungstellung von Research- und Analyseleistungen, sowie Kosten der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen, Zinsen, Bank- und Maklergebühren, Porti, Telefon-, Telefax- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann Verwaltungsaufwand und sonstigen regelmäßigen oder wiederkehrenden Aufwand abgrenzen und den so geschätzten Betrag auf ein Jahr oder über andere Zeiträume verteilen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeordnet:

Der Verwaltungsrat kann verschiedene Teilfonds auflegen, die wiederum eine oder mehrere Anteilklassen haben können:

a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, die sich in der Kostenbelastung, der Kostenerhebungsart, der Ertragsverwendung, dem erwerbsberechtigten Personenkreis, einem Mindestanlagebetrag, der Referenzwährung, einer ggf. auf Anteilklassenebene erfolgenden Währungssicherung oder sonstigen Merkmalen unterscheiden können.

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden abzüglich eines ggf. erhobenen Ausgabeaufschlags den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, die an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind, und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, die der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, die einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend Buchstabe (a) zugeordnet.

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von dem die Ableitung erfolgte, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht.

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden können, werden dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Nettovermögen oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei

(i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten und/oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrats gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird; und

(ii) diese Berechtigung sich, wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschreiben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird; sowie schließlich

(iii) jeder Teilfonds gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 2093 des Luxemburger Code Civil, nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich ist, die diesem Teilfonds zuzurechnen sind.

f) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anleger einer Anteilklasse wird das Nettovermögen dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung ausulegen und umzusetzen.

Vorbehaltlich Vorsatz, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwerts, der vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Nettoinventarwerts beauftragt hat, endgültig und für die Gesellschaft sowie gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anleger bindend.

IV. Im Zusammenhang mit diesem Artikel gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an dem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat für den jeweiligen Bewertungstag, an dem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt, und von diesem Zeitpunkt an bis zum Eingang des Ausgabepreises bei der Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft und

3. sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt, wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwerts oder Vermögenswerts an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. - Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen.** Im Hinblick auf jede Anteilklasse werden der Nettoinventarwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat und in einem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, an dem diese Berechnung vorgenommen wird, als «Bewertungstag» bezeichnet wird; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstags mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als «Bewertungszeitpunkt» an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil eines jeden Teilfonds bzw. einer einzelnen Anteilklasse sowie die Ausgabe- und Rücknahme von Anteilen sowie den Umtausch von Anteilen jedes einzelnen Teilfonds bzw. einer Anteilklasse aussetzen:

a) Während eines Zeitraums (ausgenommen sind reguläre Feiertage), in dem eine der Hauptbörsen oder einer der sonstigen Märkte, an denen ein wesentlicher Teil von Vermögenswerten eines Teilfonds der Gesellschaft notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist, oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an einem solchen Markt oder an einer solchen Börse eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass eine solche Schließung, Einschränkung oder Aussetzung Auswirkungen auf die Bewertung der dort notierten Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds der Gesellschaft hat, oder

b) während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrats ein Notfall vorliegt, infolgedessen Veräußerungen oder Bewertungen von Vermögenswerten eines bestimmten Teilfonds oder bestimmter Anteilklassen der Gesellschaft praktisch nicht durchführbar sind, oder

c) bei Ausfällen der Kommunikations- oder Kalkulationsmittel, die gewöhnlich zur Ermittlung des Preises oder des Werts von Anlagen eines Teilfonds oder einer Anteilklasse bzw. zur Feststellung des aktuellen Preises oder Werts der Anlagen des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Anteilklasse an einer Börse oder anderen Märkten eingesetzt werden, oder

d) falls aus sonstigen Gründen die Preise für Vermögenswerte der Gesellschaft, die dem betreffenden Teilfonds oder einer bestimmten Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah oder präzise festgestellt werden können oder

e) während eines Zeitraums, in dem es der Gesellschaft nicht möglich ist, die notwendigen Mittel für die Rücknahme von Anteilen zu repatriieren, oder in dem die Übertragung von Geldern aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder für Zahlungen infolge von Anteilsrücknahmen nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen ausgeführt werden können, oder

f) ab dem Zeitpunkt der Bekanntmachung einer Einberufung einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anleger zur Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder einer Anteilklasse oder zur Durchführung einer Verschmelzung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder einer Anteilklasse oder zur Unterrichtung der Anleger über die Entscheidung des Verwaltungsrats, Teilfonds oder Anteilklassen aufzulösen bzw. Teilfonds oder Anteilklassen zu verschmelzen, oder

g) während eines Zeitraums, in dem eine Bewertung der Währungssicherungspositionen bei Teilfonds oder Anteilklassen, bei denen aufgrund der jeweiligen Anlageziele und -politiken auf Anteilklassen- oder Teilfondsebene eine Währungssicherung angestrebt werden soll, nicht oder nicht adäquat durchgeführt werden kann.

Jede solche Aussetzung wird, sofern für notwendig erachtet, von der Gesellschaft entsprechend veröffentlicht. Sie kann Anlegern mitgeteilt werden, die einen Zeichnungs-, Umtausch- oder Rücknahmeantrag für Anteile gestellt haben, deren Berechnung der Nettoinventarwerte ausgesetzt wurde.

Eine solche Aussetzung bei einer Anteilklasse hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil, die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse.

### **Titel III. Verwaltung und Aufsicht**

**Art. 13. - Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Anleger der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Anlegern anlässlich der Hauptversammlung gewählt; die Hauptversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitglieds werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats die vakante Stelle zeitweilig kommissarisch bekleiden; die Anleger werden bei der nächsten Hauptversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. - Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Schriftführer benennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen anfertigt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Hauptversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anleger oder die Mitglieder des Verwaltungsrats ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats oder, im Falle der Hauptversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen Geschäftsführer und beigeordneten Geschäftsführer sowie sonstige leitende Angestellte, die die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrats oder Anleger der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens 24 Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, bei deren Vorliegen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Für Sitzungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss festgelegt worden sind, ist keine getrennte Einladung erforderlich.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, die es ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam beschließen. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann rechtsgültige Beschlüsse fassen oder rechtswirksame Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert, und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, die zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats gebilligt und unterzeichnet wurden, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung ist schriftlich zu bestätigen. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. - Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat ist mit weitreichenden Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Verfügungen und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszwecks und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat ausgeübt werden.

**Art. 16. - Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift von Personen, die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. - Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszwecks an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen keine Mitglieder der

Verwaltungsrats sein müssen und sie Befugnisse innehaben, die vom Verwaltungsrat näher bestimmt werden und diese Personen vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrats das Recht haben, diese Befugnisse weiter zu delegieren.

Die Gesellschaft schließt, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen näher beschrieben, eine Vereinbarung mit einer Verwaltungsgesellschaft (die «Verwaltungsgesellschaft») ab, die im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung Empfehlungen geben und diese beraten wird. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrats, gemäß einer schriftlichen Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen.

Sofern die vorerwähnte Vereinbarung auf irgendeine Weise beendet wird, wird die Gesellschaft ihren Namen in einer Weise ändern, dass der neue Name keine Ähnlichkeit mit dem in Artikel 1 dieser Satzung aufgeführten Namen aufweist.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde ausstellen.

**Art. 18 - Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

1. Im Rahmen dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, die Anlage in bestimmten Vermögenswerten auszuschließen:

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die

- an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaats oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

- aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne des ersten Spiegelstrichs zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Geldmarktinstrumente sind Anlagen, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, die liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

b) Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren («OGAW») oder anderen Organismen für gemeinschaftliche Anlagen («OGA») im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Spiegelstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilinhaber der OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Jahres- und Halbjahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach den Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

c) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind. Die Einlagen können grundsätzlich auf sämtliche Währungen lauten, die nach der Anlagepolitik eines Teilfonds zulässig sind.

d) Abgeleitete Finanzinstrumente («Derivate»), d. h. insbesondere Futures, Terminkontrakte, Optionen sowie Swaps, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der in Buchstabe a) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht dort gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern es sich bei den Basiswerten um unter dieser Nr. 1 oder unter Nr. 2 erster Spiegelstrich genannte Instrumente oder um Finanzindices, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die ein Teilfonds gemäß seinen Anlagezielen investieren darf. Die Finanzindices im vorgenannten Sinn umfassen insbesondere Indices auf Währungen, auf Wechselkurse, auf Zinssätze, auf Kurse und Gesamterträge auf Zinsindices sowie weiterhin insbesondere Renten-, Aktien-, Warentermin-, Edelmetall- und Rohstoffindices und Indices, die die weiteren in dieser Nummer aufgezählten zulässigen Instrumente zum Gegenstand haben.

Darüber hinaus sind bei OTC-Derivaten folgende Bedingungen zu erfüllen:

- Die Kontrahenten müssen Finanzinrichtungen erster Ordnung, auf solche Geschäfte spezialisiert sowie einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sein, die von der CSSF zugelassen wurden.

- Die OTC-Derivate müssen einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit zu einem angemessenen Wert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

- Die Transaktionen müssen auf der Grundlage standardisierter Verträge getätigt werden.

- Der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten muss nach Einschätzung der Gesellschaft für die Anleger von Vorteil sein. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

e) Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und nicht unter die in Nr. 1. a) genannten Definitionen fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt. Die Anforderungen hinsichtlich des Einlagen- und Anlegerschutzes sind bei Geldmarktinstrumenten u.a. dann erfüllt, wenn diese von mindestens einer anerkannten Rating-Agentur mit Investment Grade eingestuft sind bzw. die Gesellschaft der Auffassung ist, dass die Bonität des Emittenten einem Rating von Investment Grade entspricht. Ferner müssen diese Geldmarktinstrumente

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Bundesland dieses Bundesstaates, oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert sein; oder

- von einem Unternehmen begeben sein, dessen Wertpapiere an den in Nr. 1. a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einer Einrichtung, die gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einer Einrichtung, die Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig sind, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert sein; oder

- von anderen Emittenten begeben sein, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Spiegelstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens EUR 10 Millionen, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer Unternehmensgruppe von einer oder mehreren börsennotierten Gesellschaften für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einem Kreditinstitut eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

2. Der Verwaltungsrat kann für Teilfonds darüber hinaus folgende Geschäfte zulassen:

- die Anlage von bis zu 10% des Vermögens eines Teilfonds in anderen als den in Nr. 1 genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten;

- die Aufnahme kurzfristiger Kredite für gemeinschaftliche Rechnung der Anleger eines Teilfonds bis zur Höhe von 10% des Nettoteilfondsvermögens, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Nicht auf diese 10% Grenze anzurechnen, aber ohne die Zustimmung der Depotbank zulässig, sind Fremdwährungskredite in Form von «Back to-Back»-Darlehen sowie Wertpapierpensions- und -leihgeschäfte.

3. Bei der Anlage der Vermögenswerte der Gesellschaft sind folgende Beschränkungen zu beachten; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, weitere Beschränkungen zu beschließen:

a) Die Gesellschaft darf für einen Teilfonds Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Teilfonds befindlichen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten, 10% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigt. Ein Teilfonds darf höchstens 20% seines Nettovermögens in Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Das Ausfallrisiko der Kontrahenten bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten, wenn der Kontrahent ein Kreditinstitut im Sinne von Nr. 1. c) ist; für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5% des Nettoteilfondsvermögens. Der Gesamtwert der im Teilfondsvermögen befindlichen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapiere und Geldmarktinstrumente der Teilfonds jeweils mehr als 5 % seines Nettoteilfondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, die einer behördlichen Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen vorgenannten Anlagegrenzen darf ein Teilfonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% seines Nettovermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten,

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

- Risiken aus OTC-Derivaten eingehen, welche in Bezug auf die Einrichtung bestehen, investieren.

b) Falls die erworbenen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Nr. 3. a) Satz 1 von 10% auf 35% des Nettoteilfondsvermögens.



c) Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die unter Nr. 3. a) Satz 1 und 4 genannten Beschränkungen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die Kreditinstitute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

d) Die unter Nr. 3. b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Nr. 3. a) Satz 4 vorgesehenen Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt. Die Beschränkungen unter Nr. 3 a) bis c) gelten nicht kumulativ, sodass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten oder in Einlagen bei diesem Emittenten oder in Derivaten desselben 35 % des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen dürfen. Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Anlagegrenzen als ein Emittent anzusehen. Ein Teilfonds darf bis zu 20 % seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten einer Unternehmensgruppe anlegen.

e) Anlagen in Derivate werden auf die Grenzen der vorgenannten Nummern angerechnet.

f) Abweichend von den unter Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Grenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% eines Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen angelegt werden können, die von der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus ein und derselben Emission 30% des Nettoteilvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

g) Ein Teilfonds darf Anteile anderer OGAW oder anderer OGA im Sinne von Nr. 1. b) nur bis zu insgesamt 10 % seines Nettoteilfondsvermögens erwerben.

Abweichend hiervon kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teilfonds zu einem höheren Prozentsatz seines Nettoteilfondsvermögens oder ganz in Anteile anderer OGAW oder anderer OGA im Sinne von Nr. 1. b) angelegt werden darf, was dann im vollständigen Verkaufsprospekt hinsichtlich des betroffenen Teilfonds explizit zu erwähnen ist. In diesem Fall darf ein Teilfonds nicht mehr als 20 % seines Nettoteilfondsvermögens in einen OGAW oder OGA anlegen. Bei der Anwendung dieser Anlagegrenze ist jeder Teilfonds eines Umbrella-Fonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes wie ein eigenständiges Sondervermögen zu betrachten, soweit das Prinzip der separaten Haftung pro Teilfonds gegenüber Dritten Anwendung findet. Ebenfalls in diesem Fall dürfen Anlagen in Anteilen anderer OGA als OGAW insgesamt 30% des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

Wenn ein Teilfonds Anteile eines OGAW oder OGA erworben hat, werden die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder OGA in Bezug auf die unter Nr. 3. a) bis d) genannten Anlagegrenzen nicht berücksichtigt.

Erwirbt ein Teilfonds Anteile eines OGAW oder OGA, die unmittelbar oder mittelbar von derselben Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Gesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder durch Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf weder die Gesellschaft noch die verbundene Gesellschaft für die Zeichnung oder den Rückkauf der Anteile Gebühren berechnen.

Die gewichtete durchschnittliche Verwaltungsvergütung der zu erwerbenden Zielfondsanteile im vorgenannten Sinne wird 2,5 % p.a. nicht übersteigen.

h) Unbeschadet der nachfolgenden unter Buchstabe i) festgelegten Anlagegrenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass die unter Buchstaben a) bis d) genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten 20% betragen, wenn es Ziel der Anlagestrategie eines Teilfonds ist, einen bestimmten, von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Indexes hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die in Satz 1 festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Grenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich. Die Grenze gemäß Buchstabe a) Satz 4 ist nicht anwendbar.

i) Die Gesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für einen Teilfonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen und Geldmarktinstrumente und höchstens 25% der Anteile eines OGAW oder eines OGA erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen, Geldmarktinstrumente und Zielfondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile

nicht berechnen lässt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

Die unter Nr. 2. erster Spiegelstrich und Nr. 3. genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Vermögensgegenstände. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Gesellschaft bei Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger anstreben.

4. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch Transaktionen abschließen und in Währungen oder andere Instrumente investieren, bei denen verbundene Unternehmen als Broker tätig sind bzw. für eigene Rechnung oder für Rechnung ihrer Kunden auftreten. Dies gilt auch für solche Fälle, bei denen verbundene Unternehmen oder deren Kunden analog der Transaktionen der Gesellschaft handeln. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch wechselseitige Transaktionen tätigen, bei denen verbundene Unternehmen im Namen der Gesellschaft und gleichzeitig der beteiligten Gegenpartei handeln. In solchen Fällen liegt eine besondere Verantwortung gegenüber beiden Parteien bei den verbundenen Unternehmen. Die verbundenen Unternehmen können auch derivative Instrumente entwickeln, ausstellen oder emittieren, bei denen die zugrunde liegenden Wertpapiere, Währungen oder Instrumente die Anlagen sein dürfen, in welche die Gesellschaft investiert oder die auf der Performance eines Teilfonds basieren. Die Gesellschaft kann Anlagen erwerben, die von verbundenen Unternehmen entweder ausgegeben wurden oder Gegenstand eines Zeichnungsangebots oder sonstigen Vertriebs dieser Einheiten sind. Die von den verbundenen Unternehmen erhobenen Provisionen, Kursauf- und -abschläge sollen angemessen sein.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, zusätzliche Anlagebeschränkungen aufzustellen, sofern diese notwendig sind, um den gesetzlichen und verwaltungsrechtlichen Bestimmungen in Ländern, in denen die Anteile der Gesellschaft angeboten oder verkauft werden, zu entsprechen.

#### 5. Wertpapiere gemäß Artikel 144A United States Securities Act

In dem gemäß den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen - vorbehaltlich der sonstigen Vereinbarkeit mit den Anlagezielen und der Anlagepolitik eines Teilfonds - zulässigen Umfang kann ein Teilfonds in Wertpapiere investieren, die nicht nach dem United States Securities Act von 1933 und Änderungen (nachfolgend «Gesetz von 1933») zugelassen sind, die aber gemäß Artikel 144A, Gesetz von 1933, an qualifizierte institutionelle Käufer verkauft werden dürfen («Wertpapiere gemäß Artikel 144A»). Ein Teilfonds kann maximal bis zu 10% seines Nettovermögens in Wertpapiere gemäß Artikel 144A investieren, die sich nicht als Wertpapiere im Sinne von Nr. 1 qualifizieren, vorausgesetzt, dass der Gesamtwert dieser Anlagen zusammen mit anderen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die nicht unter Nr. 1 fallen, 10% nicht übersteigt.

6. Die Begriffe «Wertpapiere» und «Geldmarktinstrumente» umfassen auch Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, in die ein oder mehrere Derivat(e) eingebettet ist bzw. sind («strukturierte Produkte»).

Zudem darf der Verwaltungsrat bestimmen, dass andere als die vorgenannten Vermögensgegenstände erworben werden können, wenn dies unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetzes und Verordnungen zulässig ist.

7. Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft näher beschrieben, beschließen, dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

8. Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der jeweils zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrats und wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf Vermögenswerte und Anlagen in dieser Satzung bezeichnen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, die mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden.

9. Die Gesellschaft ist ermächtigt, wie vom Verwaltungsrat der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen festgelegt, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie andere ggf. gesetzlich zulässige Vermögensgegenstände zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens eingesetzt werden müssen.

**Art. 19 - Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, die als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung tätig sind, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser

anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen, und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das Bestehen eines persönlichen Interesses des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Hauptversammlung berichtet.

Der Verwaltungsrat kann jeweils nach eigenem Ermessen beschließen, dass in bestimmten Fällen nicht von einem entgegengesetzten Interesse ausgegangen wird, unabhängig davon, ob tatsächlich ein Zusammenhang mit Verbindungen, der beruflichen Stellung oder mit Geschäftsvorfällen, in die eine Person, Gesellschaft oder Unternehmung involviert ist, besteht.

**Art. 20. - Schadloshalten des Verwaltungsrats.** Die Gesellschaft kann vertretbare Auslagen, die einem Mitglied des Verwaltungsrats, einem leitenden Angestellten oder dessen Erben, Testamentsvollstreckern oder Nachlaßverwaltern im Zusammenhang mit einer Klage und gerichtlichen Maßnahmen oder im Rahmen eines Verfahrens entstanden sind, an dem er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied, als leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist oder bei der die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Kostenerstattung erhält, erstatten, außer in den Fällen, in denen er aufgrund solcher Klagen, gerichtlichen Schritte oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder Fehlverhalten rechtskräftig verurteilt wurde; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Kostenerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

**Art. 21. - Abschlussprüfer.** Die Rechnungsdaten im Rechenschaftsbericht der Gesellschaft werden durch einen Abschlussprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, der von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Abschlussprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgegesetzen.

#### **Titel IV. Hauptversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen**

**Art. 22. - Hauptversammlung der Gesellschaft.** Die Hauptversammlung der Gesellschaft repräsentiert die Gesamtheit der Anleger der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anleger unabhängig von den Anteilklassen, die von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrats zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anlegern, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die Jahreshauptversammlung wird nach Maßgabe des Luxemburger Rechts am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg am dritten Freitag im Oktober um 10.45 Uhr abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Werktag statt.

Weitere Hauptversammlungen können zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie in der entsprechenden Einladung näher beschrieben.

Die Anleger treten auf Einladung des Verwaltungsrats, aus der die Tagesordnung hervorgehen muss und die mindestens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Ein Nachweis über die tatsächliche erfolgte Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht geführt werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anleger zusammentritt; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial «Recueil des Sociétés et Associations», in einer oder mehreren Luxemburger Tageszeitungen und, auf Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Tageszeitungen veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben wurden und wenn keine Veröffentlichungen vorgenommen werden, kann die Einladung an die Anleger ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anleger anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann anderweitige Bedingungen festlegen, die von den Anlegern erfüllt sein müssen, um an einer Hauptversammlung teilzunehmen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Themen behandelt, die auf der Tagesordnung stehen (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich zwingenden Themen enthalten) sowie Geschäftsvorfälle im Zusammenhang mit diesen Themen.

Nach Maßgabe des Luxemburger Rechts und dieser Satzung berechtigt jeder Anteil, unabhängig von der Anteilklasse, zu einer Stimme. Ein Anleger kann sich bei jeder Hauptversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, die kein Anleger sein muss und die Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen von Gesetzes wegen oder aufgrund dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

**Art. 23. - Hauptversammlungen in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse.** Die Anleger der Anteilklassen eines Teilfonds können zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu beschließen, die ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Anleger einer Anteilklasse zu jeder Zeit Hauptversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, die diese Anteilklasse betreffen, abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 dieser Satzung finden auf solche Hauptversammlungen entsprechende Anwendung.

Jeder Anteil berechtigt nach Maßgabe des Luxemburger Rechts und dieser Satzung zu einer Stimme. Anleger können höchstpersönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht von einer anderen Person, die kein Anleger sein muss, aber Mitglied des Verwaltungsrats sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Hauptversammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

**Art. 24. - Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen.** Falls der Vermögenswert eines Teilfonds unter den Betrag fällt, den der Verwaltungsrat als Mindestbetrag für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Teilfonds festgelegt hat, oder der Teilfonds diesen Mindestbetrag nicht erreicht oder falls eine erhebliche Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder monetären Situation eintritt, kann der Verwaltungsrat alle Anteile des betreffenden Teilfonds zum Nettoinventarwert pro Anteil des Bewertungstags, an dem diese Entscheidung des Verwaltungsrats in Kraft tritt (unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Preise und der notwendigen Kosten zur Realisierung der Vermögensanlagen), zwangsweise zurückzunehmen. Die Gesellschaft hat die Anleger vor dem Inkrafttreten der Zwangsrücknahme schriftlich über die Gründe und das Rücknahmeverfahren zu informieren: die Inhaber von Namensanteilen werden schriftlich informiert; Inhaber von Inhaberanteilen werden durch Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informiert, sofern die jeweiligen Anleger und deren Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Sofern im Interesse oder im Sinne der Gleichbehandlung der Anleger keine andere Entscheidung getroffen wird, dürfen die Anleger des betreffenden Teilfonds vor dem Datum der Zwangsrücknahme kostenlos die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile beantragen (wobei tatsächlich erzielte Preise und notwendige Kosten zur Realisierung der Vermögensanlagen berücksichtigt werden).

Ungeachtet der dem Verwaltungsrat im vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Hauptversammlung der Inhaber einer oder aller in einem Teilfonds ausgegebener Anteilklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrats beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) zurückzunehmen und den Nettoinventarwert der Anteile des Bewertungstags, an dem die entsprechende Entscheidung in Kraft tritt (unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Preise und notwendigen Kosten im Zusammenhang mit der Realisierung der Kapitalanlagen), an die Anleger auszuzahlen. Bei dieser Hauptversammlung ist keine Mindestanzahl von Anlegern zur Beschlussfähigkeit notwendig. Die Entscheidung wird mit einfacher Mehrheit der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Vermögenswerte, die nach Ausführung der Rücknahme nicht an die entsprechenden Berechtigten ausgezahlt werden können, werden für die Dauer der Liquidationszeit bei der Depotbank hinterlegt. Nach Ablauf dieses Zeitraums werden die Vermögenswerte zugunsten der Berechtigten an die Caisse des Consignations übertragen.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter den in Absatz 1 dieses Artikels genannten Umständen kann der Verwaltungsrat auch beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen Teilfonds der Gesellschaft, auf einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 unterliegt, oder in einen anderen Teilfonds eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen (im Folgenden als «neuer Teilfonds» bezeichnet) einzubringen und die Anteile der betreffenden Teilfonds als Anteile eines anderen Teilfonds umzubenennen (sofern erforderlich nach einem Split oder einer Zusammenlegung und Vergütung möglicher Differenzbeträge für Anteilbruchteile an die Anleger). Diese Entscheidung wird in derselben Weise, wie im ersten Absatz dieses Artikels erläutert, einen Monat vor Inkrafttreten veröffentlicht (diese Veröffentlichung enthält zusätzlich Informationen zu dem neuen Teilfonds), um den Anlegern während dieses Zeitraums eine gebührenfreie Rücknahme bzw. einen Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen.

Ungeachtet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrats kann die Hauptversammlung der Anleger der in einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) die Einbringung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten der Anteilklasse in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder in eine andere Anteilklasse desselben Teilfonds beschließen. Hierzu besteht kein Mindestanwesenheitsanfordernis und die Zusammenlegung kann durch einfache Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile beschlossen werden.

Die Einbringung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten eines Teilfonds oder von Anteilklassen eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß dem fünften Absatz dieses Artikels oder in einen anderen Teilfonds eines solchen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen erfordert einen Beschluss der Inhaber der Anteile

des Teilfonds bzw. der betreffenden Anteilklasse(n) des jeweiligen Teilfonds mit einem Quorum von mindestens 50% der ausgegebenen Anteile innerhalb des Teilfonds bzw. der betroffenen Anteilklasse(n) des Teilfonds und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile. Sofern eine solche Fusion mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht mit Sondervermögenscharakter («fonds commun de placement») oder mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen ausländischen Rechts erfolgt, binden die Beschlüsse der Hauptversammlung ausschließlich die Anleger, die sich zugunsten der Zusammenlegung ausgesprochen haben.

**Art. 25. - Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli und endet am 30. Juni jeden Jahres.

**Art. 26. - Verwendung der Erträge.** Die Hauptversammlung der Gesellschaft (Artikel 22) beschließt auf Vorschlag des Verwaltungsrats und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber, wie die Erträge aus den Teilfonds hinsichtlich jeder bestehenden Anteilklasse zu verwenden sind, und kann beschließen oder den Verwaltungsrat jeweils ermächtigen, Ausschüttungen vorzunehmen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat gemäß den gesetzlichen Bestimmungen Zwischen-ausschüttungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilregister eingetragene Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Kupons bei den hierzu von der Gesellschaft näher bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat jeweils näher bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann Gratisaktien an Stelle von Barausschüttungen unter den Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat näher festzulegen sind, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem Beschluss über die Ausschüttung eingefordert wird, verfällt zugunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, die von der Gesellschaft beschlossen und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

## Titel V. Schlussbestimmungen

**Art. 27. - Depotbank.** Innerhalb des gesetzlich zwingenden Rahmens schließt die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die «Depotbank») ab.

Die Depotbank wird ihre Pflichten gemäß des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen erfüllen.

Wenn die Depotbank den Depotbankvertrag kündigen möchte, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten nach wirksamer Kündigung des Depotbankvertrags eine Nachfolgedepotbank zu ernennen. Der Verwaltungsrat kann den Vertrag mit der Depotbank kündigen, er kann jedoch die Depotbank nicht aus ihren Funktionen entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 28. - Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheits-erfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Hauptversammlung vorlegen. Die Hauptversammlung, die ohne Quorum entscheiden kann, wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Hauptversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Hauptversammlung ohne Quorum abgehalten, und die Auflösung kann durch die Anleger entschieden werden, die ein Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestbetrags gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 29 - Liquidation.** Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich sowohl um natürliche als auch um juristische Personen handeln kann und die der Hauptversammlung, die auch über deren Befugnisse und Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 30. - Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann auf einer Hauptversammlung, die die Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handels-gesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit erfüllen muss, geändert werden.

**Art. 31 - Begriffsbestimmungen.** Bezeichnungen in dieser Satzung in der Maskulinform schließen die entsprechende Bezeichnung der Femininform mit ein und Verweise auf Personen oder Anleger umfassen auch Firmen, Sozietäten und sonstige Personengesellschaften, unabhängig davon, ob sie als Körperschaft eingetragen sind.

**Art. 32 - Anwendbares Recht.** Für sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen findet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen Anwendung.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 30. Juni 2008.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2008.

#### *Kapitalzeichnung und Einzahlung*

Der Komparent hat die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Aktionäre	Gezeichnetes Kapital EUR	Einbezahltes Kapital EUR	Anzahl der Aktien
Allianz Global Investors Luxembourg S.A., vorbenannt: . . . . .	30.000,-	30.000,-	30
Herr Wilfried Siegmund, vorbenannt . . . . .	1.000,-	1.000,-	1
Total: . . . . .	31.000,-	31.000,-	31

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von einundreißigtausend Euro (31.000,- EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie dessen Änderungsgesetze über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Kosten*

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf zweitausendfünfhundert Euro (2.500,- EUR) abgeschätzt.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf drei (3), die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.

2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden ernannt:

\* Herr Wilfried Siegmund, Managing Director Allianz Global Investors Luxembourg S.A., geboren am 4. September 1958 in Wolfsburg (Deutschland), mit Berufsanschrift in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves;

\* Dr Thomas Wiesemann, Geschäftsführer, Allianz Global Investors Kapitalanlagengesellschaft mbH, geboren am 9. Oktober 1966 in Enger (Deutschland), mit Berufsanschrift in D-60329 Frankfurt am Main, Mainzer Landstraße 11-13;

\* Herr Michael Peters, Senior Vice President Allianz Global Investors Europe Holding GmbH, geboren am 2. August 1968 in Koblenz (Deutschland), mit Berufsanschrift in D-60329 Frankfurt am Main, Mainzer Landstraße 11-13.

3. Zum Abschlussprüfer wird ernannt:

\* PricewaterhouseCoopers S.à r.l., mit Sitz in L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 65.477.

4. Die Mandate des Verwaltungsratsmitgliedes und des Abschlussprüfers enden am Tage der Abhaltung der Jahreshauptversammlung im Jahre 2008.

5. Der Sitz der Gesellschaft ist in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: O. Eis, M. Biehl et M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 22 janvier 2007, REM 2007 180. - Reçu 1.250,- euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 31 janvier 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007022095/5770/1067.

(070019755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2007.

**The Genesis Emerging Markets Investment Company, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 47.160.

In the year two thousand and seven, on the twelfth day of January.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of THE GENESIS EMERGING MARKETS he GENESIS EMERGING MARKETS INVESTMENT COMPANY («the Company»), having its registered office in Senningerberg, incorporated pursuant to a deed of Incorporation of Maître Camille Hellinckx, then notary residing in Luxembourg, on March 25, 1994, registered to the Trade Register of Luxembourg under the number B 47160, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 1994.

The meeting is opened at 11.30 a.m. under the chair of Mrs Georgette Fyfe-Meis, Bank employee, residing professionally in Senningerberg,

who appointed Mrs Dina Beffort as Secretary, Bank employee residing professionally in Senningerberg,

The meeting elected Mrs Mara Marangelli as Scrutineer, Bank employee residing professionally in Senningerberg,

The board of the meeting having thus been constituted, the chairperson declared and requested the notary to state:

A. That the Agenda for the meeting is the following:

I. Amendments of several provisions of the articles of the Company (the «Articles»), in particular regarding the following provisions:

a. Approval of the amendment of article 4, first paragraph, of the current Articles, so as to read as follows as from 15 January 2007:

«The registered office of the Company is established in the commune of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.»

b. Approval of the replacement of the article 8 of the current Articles, so as to read as follows:

«The board of directors may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the Company considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the Company may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares if such issue or transfer may result in the ownership of the shares by a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the shares if it appears that a person who is not authorised to hold shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears to the Company that a person owns or several persons own shares in the Company in a manner that may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the Company shall send a notice (hereinafter called «the redemption notice») to the shareholder(s) possessing the shares; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the shareholder(s) by registered mail to his (their) last known address(es). The shareholder(s) shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the shareholder(s) shall cease to be the owner(s) of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed («the redemption price») shall be equal to the net asset value of the shares of the Company determined in accordance with article 23 hereof on the date of the redemption notice;

3. payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions and will be deposited for payment by the Company to such person with a bank account in Luxembourg or abroad (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share(s) or share certificate(s) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the redemption notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share(s) or share certificate(s) as aforesaid;

4. the exercise of the powers conferred by this article to the Company shall not be challenged or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was different than it appeared to the Company at the date of the relevant purchase notice, provided that such powers shall always be exercised by the Company in good faith.

c) refuse, during any Shareholders' Meeting, the right to vote of any person who is not authorised to hold shares in the Company.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any «US Person» unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations.

The term «US Person» means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of «US Person» under such laws.»

c. Approval of the amendment of the article 21 paragraphs 2, 3, 5 and 6 of the current Articles, so as for such paragraphs 2, 3, 5 and 6 to be replaced as follows:

par 2. «Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company as of every dealing days determined by the Board of Directors (every such day being referred to as a «Dealing Day»), subject to such advance notice as the directors may decide. The redemption price shall be paid not later than 10 bank business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares, as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof, less any such redemption charge as the Board of Directors may by regulation decide and less such sum as the directors may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is, in the opinion of the Directors acting prudently and in good faith, proper to take into account, such price being rounded down in accordance with generally accepted practices and as decided by the Board of Directors.»

par 3. «The Company shall not be bound to redeem and convert on any Dealing Day more than 10% of the number of shares in relation to a single portfolio of assets and liabilities in issue on such Dealing Day. Redemptions and conversions may accordingly be deferred by the Company and will then be dealt with on the next Dealing Day (but subject always to the foregoing limit). For this purpose requests for redemption and conversion thus deferred will be given priority to subsequently received requests.»

par 5. «A Shareholder may request that his redemption be settled by a transfer of assets in specie. In such a case the Company may agree to such transfer provided always that the value of the assets transferred is confirmed by an independent valuation and provided also that the cost of such valuation is borne by the relevant Shareholder.»

par 6. «Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Dealing Day after the end of the suspension.»

d. Approval of miscellaneous cosmetic changes to article 22 of the current Articles and insertion of the following three paragraphs before the paragraph before last of article 22 of the current Articles, reading as follows:

«In addition, in order to prevent market timing opportunities arising when a Net Asset Value is calculated on the basis of market prices which are no longer up to date, the Board of Directors is authorized to suspend temporarily issues, redemptions and conversions of Shares of the Company when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the relevant portfolio(s) are closed.

In all the above cases, the received orders will be executed at the first Net Asset Value applicable to the expiry of the suspension period.

In exceptional circumstances that may have a negative effect on the Shares of Shareholders, in the case of significant issue, redemption or conversion applications or in the case of a lack of liquidity on the markets, the Board of Directors reserves the right to set the Net Asset Value of the Company's Shares only after carrying out the purchases and sales of securities required, on behalf of the Company. In that case, the subscriptions, redemptions and conversions that are in the process of simultaneous execution will be executed on the basis of a single Net Asset Value.»

## II. Miscellaneous



e. Approval of a transitory provision regarding the date of effectiveness of the proposed amendment to article 4 of the current Articles, due to be effective on 15 January 2007.

B. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the board of the meeting and by the public notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities;

C. That all shares being in registered form, a convening notice to the meeting was sent to each of the registered shareholders of the Company per registered mail on January 4, 2007;

D. That the quorum required is at least fifty per cent of the issued shares of the Company and the resolutions on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting;

E. That, according to the attendance list, out of 100,614,948 shares in issue, 55, 278,281 shares are present or represented.

F. That the quorum as required by law is thus present or represented at the present meeting;

G. That the present meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

Then, the extraordinary general meeting of shareholders, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

#### *First resolution*

The meeting resolves to approve the amendment of article 4, first paragraph, of the current Articles, so as to read as follow as from 15 January 2007:

«The registered office of the Company is established in the commune of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.»

#### *Second resolution*

The meeting resolves to approve the replacement of the article 8 of the current Articles, so as to read as follows:

«The board of directors may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the Company considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the Company may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares if such issue or transfer may result in the ownership of the shares by a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the shares if it appears that a person who is not authorised to hold shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears to the Company that a person owns or several persons own shares in the Company in a manner that may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the Company shall send a notice (hereinafter called «the redemption notice») to the shareholder(s) possessing the shares; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the shareholder(s) by registered mail to his (their) last known address(es). The shareholder(s) shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the shareholder(s) shall cease to be the owner(s) of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed («the redemption price») shall be equal to the net asset value of the shares of the Company determined in accordance with article 23 hereof on the date of the redemption notice;

3. payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions and will be deposited for payment by the Company to such person with a bank account in Luxembourg or abroad (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share(s) or share certificate(s) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the redemption notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share(s) or share certificate(s) as aforesaid;

4. the exercise of the powers conferred by this article to the Company shall not be challenged or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership

of any shares was different than it appeared to the Company at the date of the relevant purchase notice, provided that such powers shall always be exercised by the Company in good faith.

c) refuse, during any Shareholders' Meeting, the right to vote of any person who is not authorised to hold shares in the Company.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any «US Person» unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations.

The term «US Person» means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of «US Person» under such laws.»

#### *Third resolution*

The meeting resolves to approve the amendment of the article 21 paragraphs 2, 3, 5 and 6 of the current Articles, so as for such paragraphs 2, 3, 5 and 6 to be replaced as follows:

par 2. «Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company as of every dealing days determined by the Board of Directors (every such day being referred to as a «Dealing Day»), subject to such advance notice as the directors may decide. The redemption price shall be paid not later than 10 bank business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares, as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less any such redemption charge as the Board of Directors may by regulation decide and less such sum as the directors may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is, in the opinion of the Directors acting prudently and in good faith, proper to take into account, such price being rounded down in accordance with generally accepted practices and as decided by the Board of Directors.»

par 3. «The Company shall not be bound to redeem and convert on any Dealing Day more than 10% of the number of shares in relation to a single portfolio of assets and liabilities in issue on such Dealing Day. Redemptions and conversions may accordingly be deferred by the Company and will then be dealt with on the next Dealing Day (but subject always to the foregoing limit). For this purpose requests for redemption and conversion thus deferred will be given priority to subsequently received requests.»

par 5. «A Shareholder may request that his redemption be settled by a transfer of assets in specie. In such a case the Company may agree to such transfer provided always that the value of the assets transferred is confirmed by an independent valuation and provided also that the cost of such valuation is borne by the relevant Shareholder.»

par 6. «Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Dealing Day after the end of the suspension.»

#### *Fourth resolution*

The meeting resolves to approve miscellaneous cosmetic changes to article 22 of the current Articles and insertion of the following three paragraphs before the paragraph before last of article 22 of the current Articles, reading as follows:

«In addition, in order to prevent market timing opportunities arising when a Net Asset Value is calculated on the basis of market prices which are no longer up to date, the Board of Directors is authorised to suspend temporarily issues, redemptions and conversions of Shares of the Company when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the relevant portfolio(s) are closed.

In all the above cases, the received orders will be executed at the first Net Asset Value applicable to the expiry of the suspension period.

In exceptional circumstances that may have a negative effect on the Shares of Shareholders, in the case of significant issue, redemption or conversion applications or in the case of a lack of liquidity on the markets, the Board of Directors reserves the right to set the Net Asset Value of the Company's Shares only after carrying out the purchases and sales of securities required, on behalf of the Company. In that case, the subscriptions, redemptions and conversions that are in the process of simultaneous execution will be executed on the basis of a single Net Asset Value.»

#### *Fifth resolution*

The meeting resolves to approve, for the avoidance of doubt, that the date of effectiveness of the amendment of article 4 of the Articles shall be 15 January 2007.

There being no further business before the meeting, the same was there upon adjourned

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille sept, le douze janvier

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de THE GENESIS EMERGING MARKETS INVESTMENT COMPANY (la «Société»), ayant son siège social à Senningerberg et constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 mars 1994, enregistrée au Registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 47160, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 1994.

L'assemblée s'est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Madame Georgette Fyfe-Meis, employé de banque résidant professionnellement à Senningerberg,

qui nomme comme secrétaire Madame Dina Beffort, employé de banque résidant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée élit comme scrutateur Mademoiselle Mara Marangelli, employée de banque résidant professionnellement à Senningerberg.

Le bureau étant constitué, la présidente déclare et demande au notaire d'établir que:

A. L'ordre du jour est le suivant:

I. Modification de plusieurs dispositions des articles figurant dans les statuts de la Société (les «Statuts»), et en particulier les dispositions suivantes:

a. Approbation des amendements de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, des Statuts actuels à compter du 15 janvier 2007 comme suit:

«Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

b. Approbation du remplacement de l'article 8 des Statuts actuels, comme suit:

«Le conseil d'administration peut restreindre ou empêcher la détention des actions de la Société par toute personne physique ou morale, si, de l'avis de la Société, une telle détention viole les lois du Grand-duché de Luxembourg ou de tout autre pays, s'il peut en résulter que la Société soit soumise à une fiscalité autre que luxembourgeoise ou si elle peut être préjudiciable pour la Société de toute autre façon.

Dans une telle situation, la Société peut:

a) refuser l'émission ou l'enregistrement d'un transfert d'actions si cette émission ou ce transfert pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de ces actions à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société.

b) procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions s'il apparaît à la Société qu'une personne, qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société, seule ou ensemble avec d'autres personnes, est propriétaire d'actions de la Société, ou procéder au rachat forcé d'une partie des actions s'il apparaît à la Société qu'une personne détient ou plusieurs personnes détiennent des actions de la Société d'une manière telle que cela soit ou puisse être préjudiciable à la Société. La procédure suivante sera appliquée:

1. La Société enverra un préavis (appelé ci-après «l'avis de rachat») à l'actionnaire possédant les titres; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat qui sera payé et le lieu où ce prix sera payable. L'avis de rachat sera envoyé à le ou les actionnaires par lettre recommandée à sa/leur dernière adresse connue. Le(s) actionnaire(s) en question sera (seront) obligé(s) de remettre à la Société sans délai le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat. Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, le ou les actionnaires en question cesseront d'être propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat et le ou les certificats représentatifs de ces actions seront annulés.

2. Le prix auquel chaque action spécifiée dans l'avis de rachat sera rachetée (appelé ci-après «prix d'achat») sera égal à la valeur nette d'inventaire des actions de la Société déterminée suivant l'article 23 des Statuts à la date de l'avis de rachat.

3. Le paiement du prix de rachat sera mis à la disposition de l'ancien propriétaire dans la monnaie de référence de la classe concernée, sauf en période de restriction des changes. Le prix sera déposé pour paiement à l'ancien propriétaire par la Société sur un compte bancaire au Luxembourg ou à l'étranger (tel que spécifié dans l'avis de rachat), dès la détermination finale du prix d'achat suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat et des coupons-dividendes non échus figurant en annexe. Dès le traitement de la demande de rachat tel qu'indiqué ci-dessus, l'ancien propriétaire ne pourra plus faire valoir aucun intérêt sur les actions mentionnées dans l'avis de rachat, ni le moindre droit sur ces actions, ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de recevoir le prix d'achat (sans intérêts) de la banque indiquée, après remise effective du ou des certificats tel qu'indiqué ci-dessus.

4. L'exercice des pouvoirs conférés au présent article à la Société ne pourra en aucun cas être remis en question ou invalidé au motif qu'il n'y avait pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne ou que la

propriété réelle des actions était différente de celle admise par la Société à la date de l'avis de rachat, concerné sous réserve que la Société ait toujours exercé lesdits pouvoirs de bonne foi.

c) refuser le droit de vote, lors de toute assemblée générale d'actionnaires, à toute personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société.

Plus particulièrement, la Société peut restreindre ou empêcher la propriété de ses actions par des ressortissants des Etats-Unis à moins qu'une telle détention soit conforme avec les lois et règlements des Etats-Unis d'Amérique applicables.

Le terme «ressortissant des Etats-Unis» tel qu'utilisé dans les présents Statuts signifie tout individu citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou des territoires, possessions ou régions sous leur juridiction, toute association ou société organisée ou établie sous les lois des Etats-Unis ou toute personne considérée comme ressortissant des Etats-Unis d'Amérique en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique applicable en la matière.»

c. Approbation des amendements de l'article 21, paragraphes 2., 3., 5. et 6. des Statuts actuels comme suit:

par. 2. «Tout actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la société en vue d'une exécution à chaque jour de transaction fixé par le Conseil d'Administration (chacun de ces jours étant défini comme «jour de Transaction»), sous réserve d'une notice préalable qui pourra être décidée par résolution des administrateurs. Le prix de rachat sera payé au plus tard 10 jours ouvrables bancaires après la date à laquelle a été fixée la valeur nette des avoirs et sera égal à la valeur nette de la classe d'actions pertinente, telle que déterminée suivant les dispositions de l'article 23 ci-après, déduction faite, outre des frais de rachat que le Conseil d'Administration pourra déterminer dans un règlement, d'une somme que les administrateurs considèrent comme appropriée pour couvrir les impôts et frais (y compris tous droits de timbre et autres impôts, taxes gouvernementales, frais bancaires et de courtage, frais de transfert, d'enregistrement et autres frais sur taxes) qui seraient encourus si tous les avoirs de la société pris en considération pour l'évaluation de ses avoirs devaient être réalisés à des valeurs propres à une telle évaluation, et compte tenu de tous les facteurs qui, de l'avis des administrateurs agissant prudemment et de bonne foi, doivent être considérés, le prix ainsi obtenu étant arrondi à l'unité inférieure conformément aux pratiques généralement acceptées et ainsi qu'il a été décidé par le Conseil d'Administration.»

par. 3. «La société ne sera pas obligée de racheter ou de convertir à un Jour de Transaction plus de 10% du nombre total des actions d'une catégorie déterminée en relation avec un portefeuille unique d'actifs et de passif émises à tel Jour de Transaction. Les rachats et conversions peuvent ainsi être déferés par la société et seront alors effectués au prochain Jour de Transaction (mais sous réserve toujours de la limite prescrite). Dans ce but, les demandes de rachat et de conversion alors reçues seront toujours prioritaires par rapport des demandes reçues ultérieurement.»

par. 5. «Un actionnaire peut décider que son rachat soit réglé par un transfert des avoirs en espèce. Dans ce cas, la société donnera son accord à tel transfert seulement si la valeur de ces avoirs transférés est confirmée par une évaluation indépendante et seulement si les frais en résultant sont supportés par l'actionnaire concerné.»

par. 6. «Toute demande de rachat formulée est irrévocable sauf dans le cas où le rachat est suspendu en vertu de l'article 22 des présents Statuts. A défaut de révocation de la demande de rachat, le rachat sera effectué au premier Jour de Transaction valable suivant la suspension.»

d. Approbation de divers changements cosmétiques de l'article 22, des Statuts actuels et de l'insertion des trois paragraphes suivants avant l'actuel avant dernier paragraphe, comme suit:

«En outre, afin de prévenir les opportunités de «market timing» découlant d'un calcul de valeur nette d'inventaire sur la base de prix qui ne seraient plus à jour, le Conseil d'Administration est autorisé à suspendre temporairement les souscriptions, rachats et conversions d'actions de la Société lorsque la ou les bourse(s) ou le ou les marché(s) qui fournissent les prix pour une partie significative des actifs du ou des portefeuille(s) concerné(s), est ou sont fermé(s).

Dans tous ces cas susmentionnés, les ordres reçus seront exécutés à la première valeur nette d'inventaire applicable à la fin de la période de suspension.

Dans des circonstances exceptionnelles pouvant porter préjudice aux intérêts des Actionnaires, en cas de demandes importantes d'émission, de rachat ou de conversion ou en cas de liquidité insuffisante du marché, le Conseil d'Administration se réserve le droit de ne fixer la valeur nette des actions de la Société qu'après avoir effectué l'achat et la vente des valeurs mobilières, instruments financiers ou autres actifs qui s'imposent pour le compte de la Société. Dans ce cas, les souscriptions, les rachats et les conversions simultanément en instance d'exécution seront exécutés sur la base d'une valeur nette d'inventaire unique.»

## II. Divers

e. Approbation de la disposition provisoire concernant la date d'application de l'amendement proposé de l'article 4 des Statuts, qui sera effective le 15 janvier 2007

B. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires, par les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du conseil présent à l'assemblée, ainsi que par le notaire, restera annexé au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement;

C. L'ensemble des actions étant nominatives, la Société a convoqué les actionnaires nominatifs à assister à la présente assemblée générale par lettre recommandée en date du 4 janvier 2007

D. Le quorum requis est d'au moins cinquante pourcent des actions de la Société et les décisions concernant chaque point à l'ordre du jour doivent obtenir au moins deux tiers des voix des membres présents à la réunion afin d'être applicables;

E. Il apparaît, selon la liste de présence, que sur les 100.614.948 actions en circulation, 55.278.281 actions sont présentes ou représentées;

F. Le quorum requis par la législation est présent ou représenté à la présente assemblée;

G. En conséquence, la présente assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour;

Après délibération, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'approuver les amendements de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, des Statuts actuels à compter du 15 janvier 2007, comme suit:

«Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'approuver le remplacement de l'article 8 des Statuts actuels comme suit:

«Le Conseil d'Administration peut restreindre ou empêcher la détention des actions de la Société par toute personne physique ou morale, si, de l'avis de la Société, une telle détention viole les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou de tout autre pays, s'il peut en résulter que la Société soit soumise à une fiscalité autre que luxembourgeoise ou si elle peut être préjudiciable pour la Société de toute autre façon.

Dans une telle situation, la Société peut:

a) refuser l'émission ou l'enregistrement d'un transfert d'actions si cette émission ou ce transfert pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de ces actions à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société;

b) procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions s'il apparaît à la Société qu'une personne, qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société, seule ou ensemble avec d'autres personnes, est propriétaire d'actions de la Société, ou procéder au rachat forcé d'une partie des actions s'il apparaît à la Société qu'une personne détient ou plusieurs personnes détiennent des actions de la Société d'une manière telle que cela soit ou puisse être préjudiciable à la Société. La procédure suivante sera appliquée:

1. La Société enverra un préavis (appelé ci-après «l'avis de rachat») à l'actionnaire ou aux actionnaires possédant les titres; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat qui sera payé et le lieu où ce prix sera payable. L'avis de rachat sera envoyé à l'actionnaire ou aux actionnaires par lettre recommandée à sa/leur dernière adresse connue. Le(s) actionnaire(s) en question sera (seront) obligé(s) de remettre à la Société sans délai le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat. Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, le ou les actionnaires en question cesseront d'être propriétaires des actions spécifiées dans l'avis de rachat et le ou les certificats représentatifs de ces actions seront annulés.

2. Le prix auquel chaque action spécifiée dans l'avis de rachat sera rachetée (appelé ci-après «prix d'achat») sera égal à la valeur nette d'inventaire des actions de la Société déterminée suivant les dispositions de l'article 23 des Statuts à la date de l'avis de rachat.

3. Le paiement du prix de rachat sera mis à la disposition de l'ancien propriétaire dans la monnaie de référence de la classe concernée, sauf en période de restriction des changes. Ce montant sera déposé pour paiement à l'ancien propriétaire par la Société sur un compte bancaire au Luxembourg ou à l'étranger (tel que spécifié dans l'avis de rachat), dès la détermination finale du prix d'achat suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat et des coupons-dividendes non échus figurant en annexe. Dès le traitement de la demande de rachat tel qu'indiqué ci-dessus, l'ancien propriétaire ne pourra plus faire valoir aucun intérêt sur les actions mentionnées dans l'avis de rachat, ni le moindre droit sur ces actions, ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de recevoir le prix d'achat (sans intérêts) de la banque indiquée, après remise effective du ou des certificats, tel qu'indiqué ci-dessus.

4. L'exercice des pouvoirs conférés au présent article à la Société ne pourra en aucun cas être remis en question ou invalidé au motif qu'il n'y avait pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne ou que la propriété réelle des actions était différente de celle admise par la Société à la date de l'avis de rachat, concerné sous réserve que la Société ait toujours exercé lesdits pouvoirs de bonne foi.

c) refuser le droit de vote, lors de toute assemblée générale d'actionnaires, à toute personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société.

Plus particulièrement, la Société peut restreindre ou empêcher la propriété de ses actions par des ressortissants des Etats-Unis à moins qu'une telle détention soit conforme avec les lois et règlements des Etats-Unis d'Amérique applicables.

Le terme «ressortissant des Etats-Unis» tel qu'utilisé dans les présents Statuts signifie tout individu citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou des territoires, possessions ou régions sous leur juridiction, toute association ou société

organisée ou établie sous les lois des Etats-Unis ou toute personne considérée comme ressortissant des Etats-Unis d'Amérique en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique applicable en la matière.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide d'approuver les amendements de l'article 21, paragraphes 2, 3, 5. et 6 des Statuts actuels, à lire en ce qui concerne le remplacement de ces paragraphes 2, 3, 5., et 6 comme suit:

par. 2. «Tout actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la société en vue d'une exécution à chaque jour de transaction fixé par le Conseil d'Administration (chacun de ces jours étant défini comme «Jour de Transaction»), sous réserve d'une notice préalable qui pourra être décidée par résolution des administrateurs. Le prix de rachat sera payé au plus tard 10 jours ouvrables bancaires après la date à laquelle a été fixée la valeur nette des avoirs et sera égal à la valeur nette de la classe d'actions pertinente, telle que déterminée suivant les dispositions de l'article 23 ci-après, déduction faite, outre des frais de rachat que le Conseil d'Administration pourra déterminer dans un règlement, d'une somme que les administrateurs considèrent comme appropriée pour couvrir les impôts et frais (y compris tous droits de timbre et autres impôts, taxes gouvernementales, frais bancaires et de courtage, frais de transfert, d'enregistrement et autres frais sur taxes) qui seraient encourus si tous les avoirs de la société pris en considération pour l'évaluation de ses avoirs devaient être réalisés à des valeurs propres à une telle évaluation, et compte tenu de tous les facteurs qui, de l'avis des administrateurs agissant prudemment et de bonne foi, doivent être considérés, le prix ainsi obtenu étant arrondi à l'unité inférieure conformément aux pratiques généralement acceptées et ainsi qu'il a été décidé par le Conseil d'Administration.»

par. 3. «La société ne sera pas obligée de racheter ou de convertir à un Jour de Transaction plus de 10% du nombre total des actions d'une catégorie déterminée en relation avec un portefeuille unique d'actifs et de passif émises à tel Jour de Transaction. Les rachats et conversions peuvent ainsi être déferées par la société et seront alors effectués au prochain Jour de Transaction (mais sous réserve toujours de la limite prescrite). Dans ce but, les demandes de rachat et de conversion alors reçues seront toujours prioritaires par rapport des demandes reçues ultérieurement.»

par. 5. «Un actionnaire peut décider que son rachat soit réglé par un transfert des avoirs en espèce. Dans ce cas, la société donnera son accord à tel transfert seulement si la valeur de ces avoirs transférés est confirmée par une évaluation indépendante et seulement si les frais en résultant sont supportés par l'actionnaire concerné.»

par. 6. «Toute demande de rachat formulée est irrévocable sauf dans le cas où le rachat est suspendu en vertu de l'article 22 des présents Statuts. A défaut de révocation de la demande de rachat, le rachat sera effectué au premier Jour de Transaction valable suivant la suspension.»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide d'approuver de divers changements cosmétiques de l'article 22 des Statuts actuels et l'insertion des trois paragraphes suivants avant l'actuel avant dernier paragraphe, comme suit:

«En outre, afin de prévenir les opportunités de «market timing» découlant d'un calcul de valeur nette d'inventaire sur la base de prix qui ne seraient plus à jour, le Conseil d'Administration est autorisé à suspendre temporairement les souscriptions, rachats et conversions d'actions de la Société lorsque la ou les bourse(s) ou le ou les marché(s) qui fournissent les prix pour une partie significative des actifs du ou des portefeuille(s) concerné(s), est ou sont fermé(s).

Dans tous ces cas susmentionnés, les ordres reçus seront exécutés à la première valeur nette d'inventaire applicable à la fin de la période de suspension.

Dans des circonstances exceptionnelles pouvant porter préjudice aux intérêts des Actionnaires, en cas de demandes importantes d'émission, de rachat ou de conversion ou en cas de liquidité insuffisante du marché, le Conseil d'Administration se réserve le droit de ne fixer la valeur nette des actions de la Société qu'après avoir effectué l'achat et la vente des valeurs mobilières, instruments financiers ou autres actifs qui s'imposent pour le compte de la Société. Dans ce cas, les souscriptions, les rachats et les conversions simultanément en instance d'exécution seront exécutés sur la base d'une valeur nette d'inventaire unique.»

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'approuver la disposition provisoire concernant la date d'application de l'amendement proposé de l'article 4 des Statuts, qui sera effective le 15 janvier 2007.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande des personnes comparantes, les présents statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française; à la demande des ces mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, toutes connues du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le Notaire le présent acte.

Signé: G. Fyfe-Meis, D. Beffort, M. Marangelli, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 18 janvier 2007, vol. 157S, fol. 41, case 8. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Mersch, le 31 janvier 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007021731/242/456.

(070031318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2007.

**Activest - Aktien - Australien, Fonds Commun de Placement.**

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds Activest - Aktien - Australien wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. März 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007022043/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2007, réf. LSO-CC01377. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070034781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2007.

**Ras Lux Fund, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement des RAS LUX FUND wurde beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 2. März 2007.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007022034/755/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007, réf. LSO-CC00357. - Reçu 44 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070031973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2007.

**DekaBank Deutsche Girozentrale Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 38, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 19.336.

Herr Oliver Behrens, Mainzer Landstrasse 16, D-60325 Frankfurt am Main, ist seit dem 1. Januar 2007 Mitglied des Vorstandes der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE, Frankfurt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Richtigkeit

DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE Succursale de Luxembourg

B. Stuckenbroeker / R. Mach

Référence de publication: 2007022037/1203/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2007, réf. LSO-CB05865. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070028582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2007.

**Kapitalfonds L.K., Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement vom 20. Februar 2007, betreffend den Fond KAPITALFONDS L.K. wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. März 2007.

LUXEMBURGER KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007022039/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007, réf. LSO-CC00428. - Reçu 42 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070031965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2007.

---

#### **Activest Lux EuropeWinner Control 10/2007, Fonds Commun de Placement.**

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds Activest Lux EuropeWinner Control 10/2007 wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 6. März 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007022042/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2007, réf. LSO-CC01360. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070034783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2007.

---

#### **Activest TotalReturn Wachstum, Fonds Commun de Placement.**

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds Activest TotalReturn Wachstum, wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 6. März 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007022044/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2007, réf. LSO-CC01367. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070034774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2007.

---

#### **Swiss Vermögensmanagement, Fonds Commun de Placement.**

Die INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., RC Luxembourg B 8.558, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen «Swiss Vermögensmanagement», der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., als dessen Depotbank beschlossen, das Sonderreglement des Fonds am 2. April 2007 zu ändern.

Das Reglement wurde beim Register de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. März 2007.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007022032/1208/19.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2007, réf. LSO-CC00571. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070031630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2007.

---